

« LA RUSSIE EN EUROPE »

Sommaire

Accueil par M. Jean-Pierre Chevènement, Président de la Fondation Res Publica	7
Introduction par M. Alain Dejammet, Président du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica	7
<i>« La Russie et la grande Europe, quarante ans de recherche »</i> par M. Marc Perrin de Brichambaut, Conseiller d'État, Secrétaire général de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) de 2005 à 2011	18
<i>« Les conséquences de la crise ukrainienne sur la position de la Russie en Europe »</i> par M. Jacques Sapir, Directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS)	24
<i>« La crise ukrainienne »</i> par Mme Hélène Carrère d'Encausse, Secrétaire perpétuel de l'Académie française	31
Conclusions de Jean-Pierre Chevènement.....	41
Débat final.....	46

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Je tiens à souhaiter la bienvenue aux personnalités qui nous ont fait l'honneur d'accepter de participer à ce colloque intitulé « La Russie en Europe » : M. Jacques Sapir est professeur à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales ; M. l'Ambassadeur Marc Perrin de Brichambaut a été longtemps Secrétaire général de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) ; Mme Hélène Carrère d'Encausse, bien connue à travers ses ouvrages, notamment ceux consacrés à la Russie, est Secrétaire perpétuel de l'Académie française.

Alain Dejammet, président du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, ambassadeur de France, qui a été notre représentant au Conseil de sécurité, va introduire ce colloque.

ALAIN DEJAMMET

Le titre de ce colloque « La Russie en Europe » ne comporte pas de point d'interrogation. Il recèle néanmoins des doutes. C'est sur ces doutes que vont porter les quelques éléments d'introduction que je souhaite proposer.

Les doutes sur la situation de la Russie en Europe sont alimentés par les tensions actuelles et par le climat intellectuel et journalistique.

On connaît l'origine des tensions: intervention russe en Crimée, annexion de la Crimée pour les uns, retour de la Crimée à la Russie (comme on a parlé, en 1860, du retour de Nice et de la Savoie à la France) pour les autres, minoritaires. Mais il y a eu incontestablement une modification de frontières. Et puis il y a l'agitation dans le Donbass avec le lourd soupçon d'une présence militaire russe.

D'où, à l'Ouest en général, décision de rétorsion et de sanctions.

La rétorsion est l'interruption du dialogue. Le dialogue stratégique entre les États-Unis et la Russie qui s'était maintenu durant toute la guerre froide (c'était l'époque du « condominium États-Unis/URSS », dénoncé par la France du président Pompidou) est aujourd'hui rompu. On avait considéré comme un progrès le fait que la Russie, après avoir été pendant longtemps tenue en lisière, puisse rejoindre le G8. C'est fini, la Russie en est exclue.

Les sanctions ne sont pas décidées par le Conseil de sécurité mais par l'Union Européenne, par les États-Unis et par d'autres pays de l'Otan (Canada, Australie etc.). Ces sanctions ont un effet indéniable. Quelle peut être leur efficacité à long terme ? L'expérience prouve que les sanctions tardent beaucoup à atteindre leur objectif. En fait elles ne modifient pas beaucoup le comportement des régimes auxquels elles s'appliquent. Elles visent, en réalité, le plus souvent un changement de régime. Cela peut être très lent, comme pour les sanctions qui ont mis fin au système de l'apartheid en Afrique du sud et en Rhodésie. La plupart de temps, le but, le changement de système, est en fait accéléré par un coup de pouce militaire. Ce fut le cas pour la Yougoslavie, pour la Serbie, pour la Libye. Les sanctions sont donc une arme assez dangereuse. Elles entraînent évidemment des répliques de la part de la Russie. C'est peut-être aussi, compte tenu des caractéristiques russes, ne pas tenir compte de la résilience, de l'endurance du peuple russe et du fait qu'il détient et détiendra encore pendant longtemps, en matière énergétique, la primauté que lui confèrent ses réserves minérales et fossiles.

Voilà pour les faits.

Le climat est détestable. Je n'ai pas besoin d'explicitier, la presse se complâit à rendre compte des insultes échangées. Il est vraisemblable que les Russes tiennent également des propos excessifs mais, du côté français, on voit le président Poutine traité de « *petite frappe* », de « *voyou* », dans des revues à couverture saumon généralement courtoises où l'on met en avant le fait qu'il a été officier du KGB. Rappelons à cet égard que le président G.H. Bush avait été lui-même directeur de l'agence de renseignements américaine (CIA).

Dans la réalité, Poutine a-t-il donné récemment cette image ?

On l'a vu en Normandie le 6 juin 2014 : S'est-il livré, à l'occasion de la commémoration du débarquement, à une exaltation des prouesses russes par rapport à l'Occident ? S'est-il comporté en invité bruyant, fracassant ? Il avait inauguré, en juin 2011, à Paris, le monument aux morts dédié aux soldats et officiers russes du corps expéditionnaire envoyé combattre auprès des Français, en 1916, sur décision de l'empereur Nicolas II. Figurant un cavalier russe sans arme, tête nue, tenant par la bride un cheval fourbu, ce monument est un modèle de sobriété, à l'opposé de la vision que certains voudraient donner d'un président et d'une Russie arrogante, exaspérante, méprisant l'Occident.

Voilà la situation. Pour comprendre comment on en est arrivé là, il faut revenir au point de départ (1989-1991). Le 20 décembre 1991, à Evere, siège assez lugubre de l'Otan dans la banlieue de Bruxelles, le Conseil Atlantique avait invité les représentants des anciens satellites de l'Union soviétique et le représentant de la Fédération de Russie. A la fin de la rencontre, on était en train de rédiger une déclaration aimable, comme il est d'usage quand on réunit des gens qui n'ont pas toujours les mêmes sentiments, quand le représentant russe, l'ambassadeur Nikolaï Afanassievski, sorti un instant pour téléphoner à Moscou, annonça : « Je regrette, il faut modifier le texte de la déclaration, on ne peut pas citer l'Union soviétique. L'Union soviétique n'existe plus »... Avis de décès annoncé par le représentant russe devant les membres de l'OTAN, au siège même de l'Alliance atlantique ! Dans leurs rêves les plus fous, les auteurs du traité de l'Atlantique Nord, en 1949, n'auraient pas imaginé cette scène ! Jubilation à l'Ouest ! Le problème réside précisément dans cette jubilation : les Russes, qui avaient d'eux-mêmes dissous un empire et mis fin au communisme, auraient pu être associés à ce moment de victoire. La dissolution de cet empire s'était faite de manière pacifique (à part quelques difficultés militaires dans les pays baltes), ce qui n'avait pas été le cas pour les empires français, anglais, portugais etc.

« *L'empire éclaté* »¹ de Mme Carrère d'Encausse était prémonitoire ! Mais, citant Lénine en 1922 : « Le communisme, c'est les soviets plus l'électricité », Mme Carrère d'Encausse rappelait également en 1989, en évoquant Tchernobyl, qu'électricité et communisme cohabitaient mal.

C'était la fin du rêve communiste. Les Russes l'ont compris et ont d'eux-mêmes démantelé l'URSS. Loin de les associer à une victoire commune, l'Occident a pensé que c'était lui, et quasiment lui seul, qui avait gagné. Il n'a pas partagé les fruits de la victoire.

D'où les questions qui se posent :

L'Occident a-t-il voulu de la Russie à partir de 1990-1991 ?

La Russie elle-même a-t-elle voulu de l'Europe ?

¹ « *L'empire éclaté* », Hélène Carrère d'Encausse, éd. Flammarion, 1978

L'Occident a-t-il voulu de la Russie ?

Sur le plan interne, un nuage de sauterelles (experts en tous genres, en démocratie, économie, culture etc.) s'est abattu immédiatement sur la Russie. D'autre part, l'âme slave n'étant pas totalement étrangère aux ressorts de l'âme humaine, on a assisté à un débordement de libéralisme, à une frénésie de l'économie de marché, à la naissance de la *nomenklatura* des oligarques etc.

L'Occident ne voulait pas associer la Russie mais s'efforçait de modifier véritablement la Russie.

Sur le plan externe, au départ, indéniablement, le premier président Bush avait à l'esprit un « nouvel ordre mondial ». La participation de la Russie à un fonctionnement normal du Conseil de sécurité fut saluée avec enthousiasme. La Russie a été embrigadée dans toutes sortes d'opérations qui ne lui inspiraient pas toujours un intérêt excessif (Cambodge, Haïti, Afrique...) mais qu'elle signait, votait, parfois en traînant un peu les pieds. Elle suivait, en général, et n'a commencé à s'alarmer que lorsque les Nations unies ont traité du démantèlement de la Yougoslavie

De la part de l'Europe, Marc Perrin de Brichambaut en parlera de manière plus experte, la Politique de bon voisinage (PEV) a donné quelques résultats. Plus récemment est né le Partenariat oriental², voulu par la Suède et la Pologne, qui n'inclut pas la Russie. On peut y voir une première mise à l'écart.

Mais tout ceci ne pèse rien par rapport au phénomène majeur qu'a été l'extension de l'Otan, parce que, très vite, les Américains ont été saisis par l'idée qu'ils étaient vraiment victorieux, que l'OTAN était leur instrument, dont ils étaient les maîtres, et qu'il était bon d'étendre sans bornes la juridiction de l'OTAN. Au départ, quelques Américains de bon sens ont sonné l'alarme, je pense à George Kennan qui avait été, trente ans auparavant, le concepteur de la politique de *containment* (endiguement) à l'encontre de l'Union Soviétique, qui a mis en garde les Américains contre cette politique d'extension de l'OTAN³.

² Le Partenariat oriental, inauguré au Sommet de Prague en mai 2009, vise à rapprocher l'UE de 6 pays : l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Moldavie, l'Ukraine et la Biélorussie. Il représente la dimension orientale de la PEV et renforce les relations bilatérales entre l'UE et ses partenaires.

³ « *Je pense que les Russes vont progressivement réagir de façon adverse, et que cela aura un effet sur leurs politiques. Je pense que c'est une erreur tragique. Il n'y a absolument aucune raison de faire cela. Personne n'était menacé. Cette extension ferait se retourner dans leur tombe les*

Mais celle-ci a été voulue avec acharnement par des diplomates américains, souvent d'origine européenne (Mme Albright, Richard Holbrooke), et ils ont gagné. Cette politique d'extension de l'OTAN et l'effort pour construire un réseau anti-missiles aux frontières de la Russie, en Pologne, ou un peu plus loin, en Tchécoslovaquie, ont inquiété les Russes parce que l'OTAN n'est pas une académie diplomatique, ce n'est pas un *think tank*, c'est incontestablement une organisation militaire qui vit dans l'adversité. Comment, pour les Russes, ne pas se sentir soupçonnés, rejetés, en voyant se rapprocher d'eux une alliance militaire défensive avec son réseau d'installations guerrières et d'exercices d'armées ?

L'Occident voulait-il de la Russie ? Cela pouvait ne pas être totalement le sentiment des Russes.

Les Russes eux-mêmes ont-ils voulu de l'Europe ?

Sur le plan interne les choses ont changé à partir de Poutine. Le modèle qu'Eltsine avait laissé croître en Russie a été modifié. La Russie entame une phase politique différente. On a parlé d'une « démocratie verticale », d'une démocratie souveraine... une démocratie plus musclée, en tout cas, que les exemples offerts par Europe occidentale et le bienheureux Danemark.

Sur le plan externe, au départ, la Russie manifestait une grande ouverture :

C'était le thème de la « maison commune », de Gorbatchev et l'adhésion au projet de François Mitterrand de confédération européenne. Ces projets, limités à l'Europe, étaient mal vus des Américains et des Canadiens. Ils étaient voués à mourir.

L'adhésion au Conseil de l'Europe manifeste que la Russie – qui, certes, est souvent condamnée, comme d'autres, la Turquie par exemple, par la CEDH – épouse encore beaucoup de nos valeurs, par exemple à propos de la peine de mort, qui ne sont pas partagées ailleurs, notamment aux États-Unis.

pères fondateurs de ce pays. Nous nous sommes engagés à protéger un grand nombre de pays, alors même que nous n'avons ni les ressources ni l'intention de le faire de façon sérieuse. [L'extension de l'OTAN] était simplement une action conduite avec insouciance par le Sénat qui n'a aucun intérêt réel pour les Affaires étrangères. » (George Kennan en 1998. Source : Thomas Friedman, Foreign Affairs, 2 mai 1998)

La Russie aurait probablement voulu voir en l'OSCE la structure de sécurité de l'Europe. Confortant cette idée d'une organisation de sécurité qui dépasse l'Europe, Medvedev avance en 2008 une proposition de « traité paneuropéen de sécurité », un traité qui, englobant aussi bien les États-Unis et le Canada que l'Union Européenne, se serait superposé à l'Otan et aux autres alliances régionales. L'Otan tourne le dos. En fait, on garde à l'esprit le jugement de Bush père et de James Baker pour qui le concept de « sécurité paneuropéenne » était irréal. C'est grave parce que la Russie avait fait un pas dans cette direction.

Alors la Russie se rétracte. Avec la Communauté des États Indépendants (CEI), dès la dissolution de l'URSS, elle avait essayé de bâtir une organisation qui n'a pas tellement bien fonctionné. Elle accumule, en désordre, de nombreux accords distincts : l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC)⁴, l'Union douanière, qui concerne essentiellement la Russie, sa vieille alliée la Biélorussie, l'Arménie, quelques pays du Caucase dont l'Ukraine se tient à l'écart. Mais finalement la Russie se retourne sur elle-même.

Elle pense à son étranger proche. On se récrie en Occident, dénonçant la création de « zones d'influence » ... mais on oublie que ce thème des « zones d'influence » est largement pratiqué en Occident (doctrine Monroe, France-Afrique...).

La Russie met en avant la protection de ses compatriotes. Et l'Occident derechef de s'indigner... oubliant que la France, de Kolwezi au Mali, se soucie également de ses compatriotes, que l'Angleterre est intervenue aux Malouines, que la Turquie s'est installée à Chypre, en y créant la République Turque de Chypre du Nord. Ces concepts décidément ne sont pas propres à la Russie.

On arrive aux crises de la Géorgie et de l'Ukraine. Quelles que soient les responsabilités russes, assurément lourdes, on ne peut méconnaître que le déclenchement des roubles est dû à ces deux pays :

Pour la Géorgie ce fut, le 7 août 2008, l'intervention militaire contre l'Ossétie du sud.

Pour l'Ukraine, ce furent les événements du 21 février. Un accord trouvé par trois ministres occidentaux, polonais, allemand et français, est désavoué par la

⁴ Le Traité de sécurité collective (TSC ou encore Traité de Tachkent) fut signé le 15 mai 1992 par six États membres de la CEI sur onze. Le 7 octobre 2002, à l'occasion des réformes de la CEI, les pays signataires du TSC signèrent une Charte à Chisinau, en Moldavie. La Charte stipulait la création de l'OTSC, créée afin de reprendre l'application du TSC et donc la quasi-totalité du contenu politico-militaire de la CEI. Le 18 septembre 2003, l'organisation devient effective.

foule de Maïdan. Le lendemain, les ministres occidentaux partis, l'accord est oublié et Janukovitch disparaît. La Russie, conservatrice, ne comprend pas très bien ce phénomène des foules. Selon sa conception de la démocratie, la foule ce ne sont pas les urnes. Mai 1968, en France, n'a pas débouché sur un changement de régime. La foule de Tahrir n'a pas débouché sur la démocratie en Égypte. La foule de Taksim n'a pas débouché sur le renversement d'Erdogan. Alors la Russie comprend mal Maïdan, d'où son intervention dans les affaires de Crimée qui déclenche les hurlements occidentaux, normaux, évidemment compréhensibles parce que c'est la violation du droit international, c'est l'atteinte à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, donc l'atteinte à un principe fondamental du droit international.

Le problème, c'est que le droit international est fondé sur deux principes contradictoires : le droit à l'intangibilité des frontières, l'intégrité territoriale, et le droit des peuples à l'autodétermination. Face à cette contradiction ce sont les rapports de force qui décident. Pendant des années le Conseil de sécurité des Nations unies a voté des résolutions exaltant le respect de l'intégrité territoriale de la République fédérale yougoslave... tandis qu'on dépeçait la République fédérale yougoslave. Il en fut de même quand vint le tour de la Serbie : La grande résolution du Conseil de sécurité de juin 1999 sur le Kosovo commençait par « ... réaffirmer le respect de l'intégrité territoriale de la République fédérale serbe... » alors qu'on travaillait déjà à l'indépendance du Kosovo. Cette hypocrisie totale concerne également l'usage de la force : il est évident que la création d'une zone d'exclusion aérienne signifie qu'on n'interviendra pas au sol. Or il est patent qu'on est intervenu au sol en Libye. Lorsqu'on décide qu'au Kosovo l'UCK (l'armée des insurgés) doit être démobilisée, on se contente d'ôter les badges : *exit* les militaires, bienvenue aux petits hommes verts qui n'auront plus de badges mais garderont leurs armes. D'autres feront de même, en 2014, en Crimée.

Ce double jeu de l'Occident avait un témoin qui fut pendant des années ambassadeur de la Russie aux Nations Unies. Il s'appelait Sergueï Lavrov. Il a vu tout cela, il en a tiré leçon. Il est ministre des Affaires étrangères de Russie depuis pas mal d'années. Il est réaliste, M. Lavrov. D'autres parleront de cynisme.

À ce cynisme qui l'amène à se tenir un peu à distance d'une Europe hypocrite et donneuse de leçons va-t-il s'ajouter le messianisme ? « *La Russie ne bouge*

pas, elle se recueille », disait Gortchakov, ministre des Affaires étrangères de la Russie du temps de la guerre de Crimée. Lavrov, sans doute, a médité cette phrase.

La Russie est-elle capable de basculer vers un eurasianisme, s'éloignant délibérément de l'Europe ? On en parle. L'eurasianisme n'est pas une évolution de la pensée russe vers la pensée asiatique (Lao Tseu, Confucius ou Mao), c'est plutôt un retour vers des racines dans le sud de la Russie, la Touranie, la Perse, l'exaltation de la religion, de l'ordre... ce qui est quand même très différent des valeurs européennes. Le grand prêtre de cette école serait Alexandre Douguine⁵, disciple de René Guénon, un personnage barbu présenté comme une sorte de Raspoutine. Mais le mouvement a d'autres adeptes, notamment des journalistes, tel Prokhanov. Ce sont des personnages très éloignés des valeurs démocratiques occidentales. Cette mouvance, peu évoquée dans la presse française, beaucoup plus dans la presse américaine, ne semble pas correspondre à une réalité solide. Peut-être aurons-nous sur ce point l'éclairage de nos collègues anciens ambassadeurs en Russie. Ce qui est certain c'est que Douguine a été démis de son poste à l'université et ne paraît pas avoir l'influence qu'on lui prête.

Ce qui serait plus inquiétant, c'est que M. Lavrov et les dirigeants se tournent vers la Chine, concluent des contrats avec la Chine, fassent affaire avec la Chine, oublient, lentement, sûrement, l'Europe.

Or nous avons besoin de la Russie. Dans l'état actuel des choses, dans le contexte des événements du Proche et du Moyen-Orient, on voit mal comment régler ces questions (Syrie, Iran, lutte contre le djihadisme...) sans la Russie.

Pour parler avec la Russie, il faut reprendre un dialogue à peu près raisonnable et être conscients de nos propres contradictions. On a entendu, comme il fallait s'y attendre, l'appel à « mourir pour Donetsk » (évocation de Munich : « mourir pour Dantzig »). Ceux qui ont lancé cet appel oublièrent que la Pologne elle-même en 1938 s'était servie en Tchécoslovaquie.

L'Occident ne doit pas ignorer ses propres turpitudes. Il lui faut garder raison pour pouvoir dialoguer de manière plus sereine, réfléchie, objective, avec la Russie et garder, car il le faut, la Russie en Europe.

⁵ Voir à ce propos l'intervention de M. Jean de Glinasty lors du colloque " *États-Unis - Chine : quelles relations ? Et la Russie dans tout cela ?* " organisé le 2 juin 2014 par la Fondation Res Publica.

Merci à Alain Dejammet qui a cadré le sujet chronologiquement et défini la problématique du colloque.

Avant de passer la parole à Marc Perrin de Brichambaut, je vous livrerai en deux mots les impressions que je rapporte du voyage que j'ai fait à Moscou la semaine dernière⁶.

Ayant effectué plusieurs voyages qui m'ont permis d'avoir des contacts à haut niveau, j'ai plus que des impressions sur la manière dont se déroule cette crise, incontestablement la plus grave depuis les années 1990-1991 (1990-1991, la dissolution de l'Union Soviétique, n'était d'ailleurs pas vraiment une crise, plutôt un moment historique).

Les contacts que j'ai eus avec les entreprises françaises me montrent que les répercussions de la politique de sanctions risquent d'être extrêmement graves et durables. Il n'est pas besoin que je développe l'idée que la Russie est un pays profondément engagé dans la mondialisation. Son commerce extérieur (635 milliards d'euros en 2012) en fait un pays qui compte... qui compte surtout pour les pays d'Europe avec lesquels se fait la moitié de ce commerce extérieur. J'ai le sentiment que toutes les mesures prises ou en voie de l'être vont accélérer le basculement de la Russie vers ce qu'on appelle les émergents et plus précisément vers l'Asie, et pas seulement vers la Chine. Lorsqu'on sait que les pays émergents représentent aujourd'hui du point de vue de la production plus que les anciens pays industrialisés, on voit bien à quoi va aboutir cette politique de sanctions. Les entretiens que j'ai eus avec la présidente de la Banque centrale russe, Mme Nabioulina, me montrent que l'économie russe, en dépit de quelques problèmes, n'est pas dans la situation catastrophique (du point de vue du change, des prix...) qu'on décrit souvent en Occident. Il ne faut pas sous-estimer la résilience de la Russie, même si la politique de sanctions a et aura beaucoup d'effets négatifs.

⁶ Jean-Pierre Chevènement a été nommé en octobre 2012 représentant spécial pour les relations entre la France et la Russie dans le cadre de la « diplomatie économique » du Quai d'Orsay.

Sur le plan politique, l'Ukraine est évidemment un objet géopolitique, vu depuis toujours, notamment par les théoriciens géopolitiques de la fin du XIX^{ème} siècle comme un enjeu très important (théorie du *Heartland*⁷).

Soustraire l'Ukraine à l'influence de la Russie est à l'évidence un moyen d'affaiblir la Russie. Sur ce qui s'est passé en Ukraine, j'ai tendance à penser qu'on voyait venir ce problème de très loin et depuis longtemps. On pourrait évoquer la Révolution orange mais les conditions dans lesquelles le Partenariat oriental a été mené, rappelées par Alain Dejammet, devraient nous interpeller. Ce problème procède aussi de dérapages qui n'ont pas été forcément délibérés : la destitution du Président Janukovitch, le fait que l'accord du 21 février n'a pas été exécuté, tout cela a créé des malentendus. À n'importe quoi on a répondu par n'importe quoi. L'annexion de la Crimée est une réalité, Alain Dejammet s'est exprimé de manière tout à fait claire sur ce sujet, mais il n'est pas douteux qu'un processus d'escalade s'est mis en place et qu'il faut le résorber.

J'ai trouvé des interlocuteurs très disposés à suivre un sentier difficile, un sentier de crête. Il y a eu un cessez-le-feu, les accords de Minsk limitent la régionalisation aux deux oblasts de Donetsk et de Louhansk. L'application de l'accord d'association passé entre l'UE et l'Ukraine a été reportée à décembre 2015, ce qui est interprété favorablement par la partie russe qui pourra envisager les conséquences possibles sur une économie russe très intriquée avec l'économie ukrainienne.

Je crois pouvoir vous dire que le rôle de la France et en particulier les initiatives qu'a prises le Président de la République au moment des cérémonies commémoratives du débarquement de Normandie sont appréciés. Le format de Normandie (Porotchenko, Poutine, Angela Merkel, Hollande) est considéré comme relativement opératoire. La liaison entre Porotchenko et Poutine a été peut-être difficile à établir et l'idée d'une opération anti-terroriste n'était pas faite pour calmer le jeu. Nous sommes maintenant dans une phase différente, les deux présidents semblent se parler tous les jours.

⁷ La théorie du Heartland, analyse géopolitique globale de l'histoire du monde proposée par le géographe britannique Halford John Mackinder publiée en 1904 sous la forme d'un article : « *The Geographical Pivot of History* », présenté à la *Royal Geographical Society*. Le *Heartland*, qui se trouve au centre de l'« Île monde » (continents européen, asiatique et africain), s'étend de la Volga au Yangtze et de l'Himalaya à l'Arctique. (« *Qui règne sur l'Europe orientale règne sur la terre centrale. Qui règne sur la terre centrale règne sur l'île mondiale. Qui règne sur l'île mondiale règne sur le monde* ».)

Des élections auront lieu en Ukraine le 26 octobre prochain. Qui va l'emporter ? Sera-ce le parti de la paix, que représente quand même Porotchenko ? Ou bien le parti de ceux qui veulent encore radicaliser le conflit ? Pour quel objectif ? On peut s'y étendre longuement. Je pense que le fait de créer un foyer de discorde durable au cœur de l'Europe n'est pas de l'intérêt de l'Europe ni de la Russie et encore moins de l'Ukraine. Peut-être y a-t-il des gens qui pensent différemment.

La voix de la raison, la voix d'une paix reposant sur des règles transparentes, claires, stables, reconnues de tous, doit se faire entendre aujourd'hui. Il est extrêmement important qu'on ne laisse pas les gens qui mettent de l'huile sur le feu nourrir un conflit qui n'est vraiment pas dans l'intérêt, non seulement de la France, mais de la Russie, de l'Ukraine, de l'Europe en général et du monde.

Je donne la parole à M. Marc Perrin de Brichambaut qui fut durant six ans Secrétaire général de l'OSCE.

La Russie et la grande Europe, quarante ans de recherche.

Alain Dejammet nous a posé le cadre historique. Or il est évident que l'histoire des quarante dernières années pèse lourdement dans l'état psychologique actuel du président Poutine et de l'opinion russe. Pour s'en convaincre, il suffit de revenir sur le discours prononcé par Vladimir Poutine le 17 mars dernier au moment du changement de statut de la Crimée. Ce discours exprime un mélange de ressentiment, d'émotion, de frustration et aussi la volonté de s'affirmer, d'être reconnu, d'être respecté. Il est tout à fait dans la ligne des contacts qu'il avait eus auparavant avec plusieurs interlocuteurs extérieurs.

Que faire aujourd'hui, alors que le conflit en Ukraine n'est pas éteint ? Quel peut être, à la lumière de cette expérience historique, le modèle de rapports à rechercher pour que puissent cohabiter, sur cette péninsule européenne de l'Asie, la Russie et ses voisins ?

Je vous raconterai la même histoire qu'Alain Dejammet mais en plaçant les accents un peu différemment.

La relation entre la Russie et ses voisins européens s'inscrit dans un mouvement en trois temps :

Premier temps : La tentative de créer une relation paneuropéenne inclusive dans laquelle l'Union Soviétique d'abord, la Russie ensuite, soit reconnue et ait toute sa place, à égalité avec les autres.

Deuxième temps : Une Russie qui, petit à petit, se trouve mise en marge par ce qu'a décrit Alain Dejammet : l'extension de l'OTAN. Je serai moins catégorique que lui. Selon moi, il n'y a pas eu de complot mais un concours de circonstances, des choix qui ont été faits de part et d'autre y compris par la direction russe. Les choses n'ont pas évolué « en force ».

Troisième temps : La Russie que nous connaissons a pris forme depuis 2004-2005. C'est une Russie qui se perçoit de plus en plus comme tenue à l'écart. Elle se sent de plus en plus frustrée, de plus en plus malheureuse. Ceci n'est à l'évidence pas un modèle mais une réalité qui comporte des menaces pour les autres européens si rien n'est fait.

La tentative de rassemblement paneuropéen :

Trois moments permettent d'appréhender cette démarche qui consiste à créer un espace commun où tous les européens, Russie comprise, se trouvent inclus autour de valeurs et d'institutions partagées.

Le 1^{er} août 1975, l'acte final d'Helsinki est signé. La Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) qui l'a préparé et le mettra en œuvre est une initiative du Pacte de Varsovie. C'est le Pacte qui a proposé ces conversations et qui a, pendant deux ans, activement participé à cet exercice. Le but était évidemment de stabiliser la situation dans la grande Europe entre les deux alliances, avec cette idée de l'inviolabilité des frontières qui, à l'époque, signifiait l'inviolabilité de la séparation entre les deux blocs, mais aussi avec le sentiment d'appartenance à des valeurs communes à travers la dimension humaine de la troisième corbeille et la reconnaissance de la nécessité d'une coopération approfondie et d'un dialogue permanent sur une base pacifique entre les deux blocs.

Le 31 décembre 1989, François Mitterrand adresse aux Français ses vœux de fin d'année, et, sans en avoir parlé à quiconque, évoque la possibilité d'une Confédération européenne, c'est-à-dire d'un processus de dialogue entre tous les Européens (sans les Américains, qui font partie des trente-cinq d'Helsinki), qui permettrait une assimilation progressive des réalités nouvelles qui émergent après la chute du mur (et avant la désagrégation de l'Union Soviétique). L'idée est de susciter un dialogue qui permettrait de ne pas ouvrir tout de suite aux nouvelles démocraties l'entrée de l'Union Européenne. Il s'agit, à tout le moins de ménager une transition.

En septembre 1990 le Sommet de Paris marque un temps fort dans cette ambition paneuropéenne. On trouve à ce moment-là un véritable état d'esprit de « printemps de l'Europe ». Tous sont là : Gorbatchev, Bush, Mitterrand, Thatcher, Kohl. Ils communient sur une Charte de Paris, plateforme de principes communs qui crée des institutions communes et essaie de tracer l'idée d'une sécurité fondée sur la maîtrise des armements, la coopération économique et des valeurs humaines communes. Cette Charte sera complétée dans les

années qui suivent par plusieurs autres documents concernant la mise en œuvre des valeurs de la démocratie, la maîtrise des armements et le règlement pacifique des conflits.

Chaque partenaire a ses propres priorités à l'occasion de ces trois temps forts. L'Allemagne était clairement la plus allante sur la CSCE, la France poussait la confédération, les États-Unis étaient réservés sur la première et hostiles à la seconde.

Pourquoi la démarche paneuropéenne n'a-t-elle pas réussi ?

À l'automne 1990 se posait déjà la question de la volonté allemande de faire l'unité tout en restant dans l'OTAN. C'était aussi le moment de la première crise irakienne après l'invasion du Koweït. C'était surtout la montée des événements tragiques dans l'ex-Yougoslavie. D'où, très rapidement, un recours dans l'urgence aux instruments disponibles (le conseil de sécurité des Nations unies, l'OTAN) et une perte de la vision exceptionnelle liée à la transformation du bloc soviétique et de l'Union soviétique.

Mais il reste quelque chose de cette période dans les esprits et dans les mécanismes institutionnels. La Russie a gardé un attachement fort à l'idée paneuropéenne qui reste pour ses élites un cadre dans lequel elle est à égalité dans un dialogue avec ses partenaires européens.

La CSCE, devenue l'OSCE, a survécu jusqu'à nos jours comme un forum de sécurité permanent et un instrument de choix pour gérer certaines crises et aider à la transition démocratique. Mais elle est restée très modeste au regard de l'OTAN. C'est l'OSCE qui, dans la crise ukrainienne déploie sur le terrain, en Ukraine, 400 observateurs. C'est elle qui était présente à Minsk (en juillet 2014), aux côtés de Koutchma⁸ en tant que médiateur. La représentante de la présidence suisse⁹, qui a une forte expérience des réalités complexes de l'après-Union Soviétique, y a joué, semble-t-il, un rôle très important. Grâce à l'autorité de la Suisse qui assure la présidence de l'OSCE pour l'année 2014, on dispose d'une présence multilatérale, la seule qui fonctionne actuellement dans le cadre de la crise ukrainienne. Cet espace commun à deux blocs est une sorte d'écho de l'ambition paneuropéenne oubliée mais qui pourrait revenir. Cette approche

⁸ Leonid Koutchma est un ancien président d'Ukraine.

⁹ La diplomate suisse Heidi Tagliavini.

paneuropéenne serait probablement indispensable comme élément de transition dans la reconstruction que Jean-Pierre Chevènement appelle de ses vœux.

La marginalisation progressive de la Russie :

Sur cette deuxième phase qu'a connue la Russie, je me contenterai de dire qu'à chaque étape de l'évolution vers le double élargissement de l'OTAN et de l'UE à deux reprises, il y a eu un dialogue entre les Américains, les Européens et la Russie. Le point de départ fut la visite de Boris Eltsine à Lech Wałęsa en septembre 1993 à Varsovie. Wałęsa l'aurait prudemment consulté sur la possibilité d'un rapprochement de la Pologne avec l'OTAN, en contravention avec les accords qui mirent fin à la Deuxième guerre mondiale. Eltsine n'aurait pas manifesté de ferme opposition à cette éventualité. Cet échange fut repris largement par la presse et alimenta d'emblée les aspirations des nouvelles démocraties à consolider leur sécurité dans ce cadre.

La première priorité de Clinton, dès son élection en 1992, fut pourtant d'aider à la transition démocratique en Russie et d'éviter de fâcher Moscou par trop de précipitation dans la voie esquissée à Varsovie. Mais très vite Clinton fut assiégé par les *lobbies* des nouvelles démocraties à Washington. Il lui fallut à peu près trois ans pour se convertir à l'idée que le premier élargissement, à la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie, était en quelque sorte inéluctable et pour le négocier avec Eltsine dont le ministre des Affaires étrangères, Ievgueni Primakov, était beaucoup plus réservé sur ce projet que ne l'était son prédécesseur Andreï Kozyrev. La Russie finit par y consentir dans le cadre d'une sorte de paquet qui montre que l'on a essayé de ménager la Russie. L'acte fondateur OTAN-Russie est signé à Paris¹⁰, en présence de Jacques Chirac, par Eltsine et Clinton, avant que n'ait lieu le sommet de Madrid (juillet 1997) où la

¹⁰ « *L'Alliance atlantique, elle aussi, a engagé une grande réforme, la première de cette ampleur depuis sa création. L'OTAN, connue à l'origine pour faire face à une menace précise et massive, se dote d'une organisation plus large et plus flexible, adapte ses nouvelles missions de gestion des crises et de maintien de la paix. Cette Alliance qui se rénove et se rééquilibre n'est plus celle de la guerre froide. Les Européens devront pouvoir y exercer pleinement leurs responsabilités.*

Instaurées par cet Acte fondateur, la concertation permanente, la transparence et la coopération tous les niveaux entre les Alliés et la Russie, contribueront à effacer les réflexes du passé. Elles ancreront dans les habitudes et les mentalités cette confiance qui fondera notre partenariat. » (Jacques Chirac au sommet entre l'Alliance Atlantique et la Russie, à Paris, le 27 mai 1997).

Slovénie et la Roumanie sont écartées en dépit du soutien de la France¹¹. L'idée est que, même s'il y a un élargissement, il existe un canal de dialogue, autour d'intérêts communs dans un respect mutuel. La formule ayant été testée, elle aura une suite puisque, au moment du deuxième élargissement, elle sera reprise avec un changement de nom. Alain Dejammet parlait des salles tristes d'Evere¹² et du 20 décembre 1991. Effectivement, ce n'est pas le fait d'appeler une réunion « conseil OTAN-Russie » qui change beaucoup la nature des choses mais l'idée est la même : ne pas marginaliser les Russes, les mettre dans le coup au sein même de l'Alliance maintenue et les respecter.

Ce dispositif s'est accompagné, à l'occasion des élargissements de l'Union Européenne – chargée en quelque sorte d'assurer l'intendance – d'instances comparables de dialogue entre l'UE et la Russie.

La Russie à l'écart :

Cette relation entre la Russie et ses voisins européens, faite de cohabitation asymétrique et de coopérations à la carte ne va pas répondre aux espoirs de ses créateurs. Quel est le point de rupture ? Sous le contrôle de Mme Carrère d'Encausse, je me risquerai à dire que les années 2004-2006 sont fondamentales.

Le deuxième élargissement de l'OTAN place Kaliningrad au milieu de l'OTAN qui jouxte désormais la Russie. Cette réalité nouvelle provoque un basculement psychologique, un déchirement dans les esprits encore imprégné par la nostalgie de la puissance soviétique.

Le conflit au Kosovo a déjà irrité Moscou. Les révolutions de couleur à Kiev et à Tbilissi apparaissent comme des défis. Elles ont incité la deuxième administration Bush à chercher à continuer les élargissements vers ces deux pays. Vladimir Poutine, au début de sa première présidence, n'était pas mal disposé à l'égard de ses partenaires, il avait noué avec Bush des liens assez corrects et avait réagi de façon positive au 11 septembre. Il va se cabrer et, petit à petit, les choses se dégradent, avec des phases d'accalmie, en particulier pendant la présidence Medvedev qui voit le *reset* avec les Etats-Unis, et le traité START 2 et une certaine coopération sur des théâtres comme l'Afghanistan. Il n'y aurait pas eu d'intervention en Libye avec la bénédiction des Nations Unies

¹¹ Le Président Jacques Chirac s'était rendu en Roumanie en février 1997, pour soutenir la candidature de Bucarest

¹² Evere, siège de l'OTAN à Bruxelles.

sans la bonne volonté de Medvedev (que Poutine a laissé faire de mauvaise grâce).

Le conflit en Géorgie à l'été 2008 est le coup d'arrêt que la Russie impose et qui met un terme à la perspective de nouveaux élargissements. Par étapes Moscou durcit sa position sur les conflits gelés et les crises globales. La Russie se retire ou cesse de respecter tous les accords de contrôle des armements, plus un seul ne fonctionne convenablement, cela en dépit de l'attachement des Russes à l'aspect notarial des engagements.

Pourtant la Russie reste engagée dans la mondialisation pendant cette période, comme l'a rappelé Jean-Pierre Chevènement. Elle est membre de l'OMC, ce qui est très important et contraignant en théorie. De plus en plus, la Russie est consciente des moyens de pression dont elle dispose grâce à sa position de fournisseur dominant de gaz aux Européens. N'oublions pas qu'en 2009 le gaz a été coupé à l'Ukraine officiellement pour défaut de paiement.

Donc tout est déjà en place en décembre 2013 quand la décision de Janukovitch de signer l'accord d'association avec l'Union Européenne fait office de catalyseur et cette frustration diffuse se mue en un engagement beaucoup plus fort et beaucoup plus direct de Moscou.

Jean-Pierre Chevènement a décrit la crise en Ukraine. Il a parlé d'une dynamique qui n'a été maîtrisée ni d'un côté ni de l'autre, d'un enchaînement des choses qui n'a pas été voulu, qui s'est fait à reculons. La situation est paradoxale : l'OTAN s'est bornée à suspendre le conseil OTAN-Russie, ce qui n'a fait de mal à personne mais sa meilleure arme a été la Commission européenne ! En effet, chaque fois que des décisions sont prises en matière de sanctions, c'est la Commission qui les met en œuvre avec toute la rigueur bureaucratique et la poigne financière dont elle dispose.

Aujourd'hui le rapprochement OTAN-UE et les élargissements successifs ont créé une situation qui est perçue par les dirigeants russes comme antagoniste vis-à-vis de Moscou. La confiance a été rompue et la Russie n'hésite pas à recourir à la force pour assurer son influence dans les régions où elle estime que ses intérêts sont engagés. La priorité est de stabiliser la crise en Ukraine et de retrouver des perspectives pour ce pays. Ultérieurement il va falloir rebâtir la relation entre l'Europe et la Russie. L'expérience des quarante dernières années montre que la tâche n'est pas simple. Un certain nombre de ponts devront être reconstruits autant avec l'OTAN qu'avec l'UE.

Je ne peux que me joindre à l'appel qui vient d'être lancé : calmer le jeu, essayer de donner à l'OSCE et à l'accord de Minsk des chances de fonctionner, éviter toute nouvelle tension, renouer petit à petit une relation à travers les instruments paneuropéens existants, tel l'OSCE, et éviter cette rupture incontrôlée qui peut se traduire à tout moment par des actes graves. Malheureusement, parmi les accords en matière d'armements qui ont disparu, figure le protocole de Budapest (5 décembre 1994) par lequel l'Ukraine renonçait aux armes nucléaires en contrepartie de l'engagement pris par la Russie, les États-Unis et la Grande-Bretagne (auxquels la France s'était jointe) de garantir sa sécurité. Il y a là des choses sérieuses sur lesquelles il faudra revenir.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Marc, de cet exposé.

Je donne maintenant la parole à Jacques Sapir, professeur à l'Ecole des Hautes études en sciences sociales qui va aborder le problème par un biais plus économique même si, le connaissant, je ne doute pas qu'il sera aussi très politique.

JACQUES SAPIR

Les conséquences de la crise ukrainienne sur la position de la Russie en Europe

La situation actuelle est marquée depuis le printemps 2014 à la fois par un retour des sanctions économiques et financières, qui n'étaient plus à l'ordre du jour depuis les années 1980, et par la prise de conscience tardive du risque d'un basculement de la Russie vers l'Asie. Ce sont deux faits majeurs. Ils déterminent le cadre général dans lequel on se trouve aujourd'hui quand on essaye d'évaluer les conséquences de la crise ukrainienne sur la position de la Russie en Europe.

L'Union Européenne et les États-Unis ont pris, entre ce printemps et cet été, trois vagues de sanctions. Cependant, ce sont les sanctions prises par les États-

Unis qui tendent aujourd'hui à s'imposer à cause de ce que l'on appelle désormais la « jurisprudence BNP Paribas sur les opérations financières ». Néanmoins, il est clair que les sanctions visant la Russie ne sont pas de même nature et on peut faire un premier bilan de ce qui s'est passé.

La mesure qui porte le plus tort à l'économie est bien raréfaction de l'alimentation en financement de l'économie russe. Elle est en train de pousser la Russie vers d'autres marchés financiers que les marchés financiers occidentaux. Il est intéressant d'observer qu'au gré des sanctions – et des contre-sanctions prises par la Russie – un mécanisme extrêmement dynamique de substitution aux importations se développe actuellement dans l'économie russe. Ce mécanisme ne porte pas simplement sur l'embargo pris contre les producteurs de fruits et légumes européens ou contre les poulets importés des États-Unis, il va beaucoup plus loin. Il suffit de parler à des responsables pour en avoir la confirmation. Le gouvernement russe a fait parvenir à toute une série d'entreprises un message leur recommandant de ne plus passer de contrats avec des entreprises occidentales, cela pour des raisons de sécurité. Cela touche évidemment les grandes entreprises du secteur énergétique (Rosneft, Gazprom, Novatek...) mais aussi des entreprises du secteur métallurgique et on observe depuis quelques mois une chute des exportations allemandes vers la Russie, estimée à plus de 15 % sur les mois de juillet et d'août. C'est un chiffre très significatif et qui dépasse de loin le simple effet direct et mécanique des sanctions. Cette chute des exportations occidentales, et en priorité allemandes, vers la Russie s'explique aussi en partie par la difficulté qu'ont des entreprises russes à trouver les financements pour ces produits. Mais alors il faut comprendre que le choc concerne et l'Europe et la Russie.

Que se passe-t-il en réalité ?

Les mécanismes de substitution aux importations qui sont mis en place par la Russie ont évidemment un effet extrêmement positif sur l'économie russe. C'est déjà visible dans le domaine de l'agroalimentaire. Cela commence à se voir dans le domaine de l'industrie : alors que la production industrielle était quasiment stagnante au premier trimestre de cette année, elle a augmenté de 2,5 % dès le deuxième trimestre et elle atteint 2,9% en septembre. Ce mouvement est essentiellement porté par les événements de mai et juin. On observe donc

aujourd'hui une remontée de la production industrielle qui est très largement le fait de ce mécanisme de substitution engendré par la compétitivité accrue des entreprises russes sur leur marché intérieur résultant de la dépréciation du Rouble.

La Russie a aussi mis en place des mécanismes de substitution financière. Alors que 84 % des transactions (biens ou capitaux) traitées à la Bourse de Moscou se faisaient en dollars, les autorités de la Banque centrale ont demandé aux principaux opérateurs, et en particulier au MICEX, le marché interbancaire des changes, de réaliser dans les devises chinoise ou indienne jusqu'à 50 % du commerce avec ces pays. C'est un montant important et il n'est pas sûr que l'on puisse y arriver en quelques mois. Compte tenu du volume des échanges avec la Chine et les autres pays d'Asie, cela devrait entraîner d'ici la fin de l'année une chute importante des transactions en dollars (probablement aussi en euros) et une montée des transactions libellées en yuan... mais aussi en rouble en raison du développement d'un marché non résident du rouble qui, comme le marché du yuan, se développe très rapidement aujourd'hui sur la place de Moscou. Par ailleurs, se met en place le système russe de transfert des paiements qui se veut une alternative à SWIFT¹³.

On voit que la Russie met en place assez rapidement des mécanismes de substitution en production industrielle et en financement. La compréhension nécessite de regarder l'évolution de la situation depuis dix ans.

En 2004-2005, la Russie est lancée dans un développement largement appuyé sur les hydrocarbures mais cherche à diversifier son économie.

A ce moment-là l'idée essentielle est la construction d'un partenariat énergétique russo-européen. Les discussions sont parfois assez rudes, en particulier parce que l'Union Européenne essaie d'imposer à la Russie une charte de l'énergie dont cette-dernière ne veut sous aucun prétexte. Mais l'idée fondamentale est bien la construction d'un partenariat entre l'Union Européenne et la Russie : la Russie, source d'énergie abondante et relativement bon marché pour les pays d'Europe, va trouver en Europe les biens de haute technologie dont elle a besoin pour reconstruire et moderniser son industrie. Précisons néanmoins qu'il s'agit tout autant d'un choix politique que d'un choix

¹³ Ou *Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication*.

économique. Le choix est plus contraint pour les exportations russes puisque, d'une certaine manière, la Russie est dépendante des réseaux d'oléoducs et de gazoducs construits vers l'Europe du temps de l'Union Soviétique.

La grande différence avec les années 1970-1980, c'est que l'Europe occidentale et les États-Unis ne sont plus les seuls détenteurs des techniques avancées dont la Russie a besoin. Des entreprises coréennes, taiwanaises, japonaises, voire chinoises, ont acquis ces techniques et peuvent concurrencer les entreprises européennes et américaines. C'est pourquoi l'idée même de « sanctions » appliquées par un nombre limité de pays est absurde.

En 2007 la priorité est toujours donnée à l'Union Européenne. Peut-être les dirigeants russes ont-ils encore l'illusion de pouvoir utiliser à leur profit les grands marchés financiers occidentaux.

Tout ceci sera remis en cause à la fois par la crise financière qui secoue l'économie mondiale en 2008-2009 et par la crise économique européenne, crise de l'économie de la zone euro plus précisément, qui s'ensuit. À ce moment-là, l'ensemble des dirigeants russes, les dirigeants politiques mais aussi une partie de l'élite économique, font le constat que l'Europe occidentale et les États-Unis ne sont pas capables de gérer le système monétaire. En effet, ils n'ont pas été capables d'empêcher cette crise de survenir et s'ils ont finalement évité le pire, ce fut dans des conditions d'un grand amateurisme. Ceci représente pour les élites russes l'équivalent d'un tremblement de terre. Quels qu'aient pu être leurs désaccords, tant avec les États-Unis qu'avec l'UE, ils avaient à l'esprit l'image d'une efficacité et d'un professionnalisme dans l'action. Cette image vole en éclats lors de la crise de 2007-2009.

Ces problèmes ont été renforcés par l'image que les dirigeants européens ont fournie d'eux-mêmes dans l'épisode de la « sortie de crise » avortée à partir de 2009. On mesure aujourd'hui que l'Union Européenne est condamnée à connaître l'équivalent de la décennie perdue que le Japon a connue il y a vingt ans. En Russie, ce constat se construit de 2010 à 2012. La réponse que me fit le Président Poutine lors du « Club Valdai » de 2012 est, à cet égard, instructive. À ma question portant sur sa perception des efforts des pays européens dans le domaine économique, le président Poutine, a répondu : « Nous craignons que l'économie européenne ne soit engagée dans une période de stagnation de longue durée ». C'est donc à partir de ce constat que se construit en Russie l'idée

d'un nécessaire retournement vers l'Asie, notamment, mais pas seulement, vers la Chine. Ceci fait sens d'un point de vue économique et l'on voit que si la part de l'Union Européenne dans les exportations russes reste toujours très importante, sa part dans les importations russes, après avoir monté fortement jusqu'en 2008-2009, a recommencé à baisser tout aussi fortement (environ - 5 % depuis 2009).

On voit aussi la montée très rapide des BRICS et des pays dits « autres asiatiques » qui, ensemble, représentent, pour 2012, 27 % des importations russes, contre 9 % en 2000 : Les importations en provenance des BRICS et des autres pays asiatiques ont donc été multipliées par trois en pourcentage dans le volume global des importations russes. C'est un fait. Ce fait est soumis à un phénomène d'accélération à cause de la crise actuelle. Quand les grandes entreprises russes ouvrent la discussion avec des entreprises taiwanaises, coréennes, japonaises, voire chinoises (en fait, la Russie s'adresse aux entreprises de Taïwan et de Corée plutôt qu'aux entreprises chinoises), sur la possibilité de monter des projets d'investissement extrêmement importants – donc, la plupart du temps, uniques – elles ont besoin de construire une relation de confiance dans la fiabilité à la fois technique, financière et technologique de leurs partenaires. La construction de cette relation de confiance requiert un investissement lourd en temps et en argent, d'où une très forte incitation à exploiter cette relation pour les projets suivants, ce qui veut dire qu'à terme ce tournant vers l'Asie risque d'être irréversible, aux dépens des entreprises européennes et américaines.

C'est dans la dimension financière que la Chine affirme son rôle tout à fait dominant. D'ores et déjà, le yuan est la deuxième monnaie derrière le dollar pour les transactions financières (les statistiques du système SWIFT montrent que le yuan a dépassé l'euro, devenant donc la deuxième monnaie pour les transactions financières).

La Russie a concrétisé d'immenses contrats avec la Chine au mois de mai dernier lors du Forum de Saint-Pétersbourg¹⁴. Ces contrats étaient en fait en

¹⁴ Le 18e Forum économique international de Saint-Pétersbourg s'est déroulé du 22 au 24 mai 2014.

négociation depuis quatre ans. Ce qui est important, du côté russe comme du côté chinois, c'est la décision de conclure cela sur des volumes tout à fait impressionnants. Certaines des opérations liées à ces contrats sont d'ailleurs très politiques. Par exemple la Russie va faire construire un pont à la fois routier et ferroviaire (qui portera aussi des oléoducs et des tuyaux d'approvisionnement en eau) reliant la Crimée à la péninsule du Kouban. Cette opération sera financée à 75 % par des banques chinoises (dont 60 % en yuans). Là aussi, c'est très significatif de cet abandon du dollar et de l'euro (lequel a toujours été une monnaie mineure pour les dirigeants russes) et de ce tournant vers la Chine.

Donc, on voit que ce qui s'est passé cette année n'a pas été la cause première de ce retournement qui était déjà en discussion depuis plusieurs années. N'eût été la crise de la zone euro, qui dure et va durer encore plusieurs années, très clairement la Russie aurait joué l'Europe. Si la Russie a décidé de ne pas jouer l'Europe c'est parce qu'elle a pris conscience il y a un an ou un an et demi que l'Europe allait connaître une période de stagnation, voire de dépression, de relative longue durée.

C'est donc un tournant qui s'inscrit dans la durée mais qui a évidemment été accéléré et même justifié par la crise que nous connaissons depuis janvier dernier. Attendons-nous à entendre toute une série de discours énumérant des justifications d'ordre politique ou idéologique de ce tournant. Mais celui-ci s'appuie sur un changement de réalité qui se déroule sous nos yeux depuis trois à quatre ans. Cela me fait penser qu'il ne s'agit pas de simples mesures de substitution qui pourraient être renversées si, par exemple, les sanctions étaient annulées dans les semaines qui viennent mais d'un véritable changement de trajectoire qui va peser pour une période de quinze, vingt, vingt-cinq ans, de manière extrêmement durable.

Il ne faut pas non plus sous-estimer le sentiment très profond de solidarité avec les insurgés ukrainiens dans la population russe. On a tendance en France à considérer qu'il s'agit de gens manipulés par Moscou. À bien regarder la situation, je tends à penser que c'est plutôt Moscou qui est obligé de tenir compte de ce qui se passe sur le terrain. La capacité réelle d'influence de

« Le Forum économique de Saint-Petersbourg est un succès, comme en témoignent les contrats pour 400 milliards de roubles (environ 8,5 mds EUR) conclus par les participants, a annoncé le ministre russe du Développement économique Alexeï Oulioukaïev. » (28 mai - RIA Novosti)

Moscou sur ces insurgés est relativement faible. Ils ont leur propre ordre du jour qui d'ailleurs aujourd'hui rentre en conflit avec certains des intérêts objectifs de la Russie. Mais ils peuvent se prévaloir d'un réel soutien dans la société russe.

À cet égard, j'ai recueilli des témoignages assez impressionnants : Des collègues qui travaillent dans l'administration de l'oblast de Smolensk me disent qu'environ 25 000 jeunes sont venus spontanément vers les autorités pour leur demander où et comment ils pouvaient s'enrôler dans les milices d'autodéfense de *Novorossia*. La réaction des autorités locales a été de les inviter à se calmer : « Si des gens veulent partir, nous ne les empêcherons pas mais il n'est pas question pour nous d'organiser cela, en tout cas certainement pas à cette échelle ». Un phénomène du même ordre s'est passé dans le Caucase du nord. Au Daghestan on parle actuellement de 30 000 à 40 000 volontaires qui sont « retenus » par les autorités locales. Tout ceci montre qu'il y a en Russie un soutien extrêmement important et les dirigeants de Donetsk et de Lougansk jouent sur ce sentiment pour faire avancer leur cause face à Moscou... dont les intérêts ne sont pas ceux des gens de Donetsk et de Lougansk.

Vladimir Poutine doit tenir compte de ce sentiment en Russie. Il se trouve que lors de son discours du 17 mars¹⁵ j'étais probablement l'un des très rares Occidentaux à être présent dans la salle de presse. Autant il exprimait dans ce discours le ressentiment d'une Russie trop longtemps humiliée qui, d'une certaine manière, tenait là sa revanche, autant il était très clair pour lui à ce moment-là qu'on s'arrêterait à la Crimée. Il n'y avait nul plan, nulle idée de développer la même stratégie à l'est de l'Ukraine. Mais il y eut ce qu'il faut bien appeler une insurrection, un conflit militaire extrêmement violent en juin, juillet et août et la défaite, on peut même dire la déroute, des forces ukrainiennes. Si la Russie n'avait pas imposé le cessez-le-feu aux insurgés, on ne sait pas jusqu'où ceux-ci auraient pu aller.

Aujourd'hui, je pense que le gouvernement russe est obligé de tenir compte du poids acquis par les gens de *Novorossia* dans l'opinion publique russe, ce qui limite d'une certaine manière ses capacités de négociation et l'entraîne peut-être plus loin qu'il ne l'avait pensé au début de cette année. Certains faits, comme ce

¹⁵ Discours du Président Vladimir Poutine sur l'intégration de la Crimée à la Fédération de Russie adressé le 17 mars 2014 aux députés de la Douma, aux membres du Conseil de la Fédération, aux délégués des régions russes et aux représentants de la société civile au Kremlin.

qui s'est passé avec le directeur du groupe Sistema¹⁶ il y a quelques jours à Moscou, m'incitent à penser qu'il s'est résolu à reprendre à son compte une partie des revendications de *Novorossia* et à assumer ce changement d'orientation et de trajectoire.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Jacques.

Je nuancerai un peu votre approche : De mon point de vue les raisons du changement de trajectoire résident davantage dans la politique des sanctions que dans des choix géopolitiques qui ne peuvent se faire qu'à moyen et long termes. J'étaierai cela avec des faits, bien entendu.

Je donne la parole à Mme Hélène Carrère d'Encausse.

HELENE CARRERE D'ENCAUSSE

La crise ukrainienne

Je naviguerai entre les tableaux historico-politiques de MM. les ambassadeurs Dejammet et de Brichambaut dont les analyses – auxquelles j'adhère totalement – vont au cœur du sujet et l'idée du « basculement » de Jacques Sapir, question qui m'est très chère et sur laquelle j'ai beaucoup travaillé.

Je vais revenir à ce qui me paraît aujourd'hui être la manifestation de toutes les incompréhensions, de tous les malentendus, c'est-à-dire à la crise ukrainienne. Cette crise, qui se déroule sur le sol européen, prend une

¹⁶ Le 16 septembre 2014, Vladimir Evtouchenkov, le patron du holding Sistema, soupçonné de blanchiment d'argent, est assigné à domicile. Le patron de Sistema est en effet propriétaire de la compagnie pétrolière Bachneft. Or c'est cette acquisition, en 2005, puis en 2009, qui lui vaut d'être inculpé de blanchiment d'argent. Autrefois sous la coupe des pouvoirs publics, Bachneft fut, selon les enquêteurs, illégalement privatisée en 2002, au profit du fils du président de la Bachkirie – région au sud de l'Oural très riche en pétrole – avant d'être vendue à Evtouchenkov, qui se serait alors rendu complice d'une opération frauduleuse.

proportion dramatique parce qu'elle se traduit par une guerre civile sur le sol ukrainien où un gouvernement fait la guerre à ses administrés. Elle illustre, comme l'a dit l'ambassadeur Dejammet, la confrontation des deux principes sur lesquels a reposé notre sentiment de la sécurité de l'Europe : l'intangibilité des frontières, en tout cas la nécessité de les conserver, et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui, bien qu'il fasse partie de notre univers mental, n'a pas été mis en œuvre jusqu'à présent.

J'essaierai de parler de cette question du point de vue de la Russie.

Je situerai le point de départ en 1991, date à laquelle s'est produit un phénomène historique sans précédent, rappelé par l'ambassadeur Dejammet : Un puissant empire décide en son sein même que c'est fini. On met aussi fin à un système politique qui certes se portait mal mais pas au point de justifier cette liquidation. Ce sont les Russes eux-mêmes, par la voix de Boris Eltsine, qui ont annoncé à leurs administrés la dissolution de l'empire, invitant chacun à aller de son côté.

L'affaire avait été préparée par Gorbatchev qui ne souhaitait pas liquider le système communiste. Conscient que l'empire n'allait pas, il avait cherché diverses solutions de transformation sans y parvenir, pris de court par la rapidité des événements et de la révolution qui secouait la société russe.

C'est en effet une vraie révolution de la société qui, à ce moment-là, a précipité la fin du communisme. En définitive, Boris Eltsine n'a fait que traduire la certitude que c'en était fini de l'empire, qu'on ne pouvait pas aller plus loin.

On n'a jamais vu un empire qui disparaît dans un calme absolu, sans une goutte de sang, par la volonté de ceux qui le gouvernaient et avec l'adhésion de la société (même s'il y a des nostalgies).

Je voudrais tout de suite mettre un terme à la discussion à propos de la phrase de Vladimir Poutine : « *La plus grande catastrophe géopolitique du XX^{ème} siècle est la fin de l'Union Soviétique* ». On en tire la conclusion que Vladimir Poutine n'a qu'une seule idée : reconstituer l'empire. Non, Vladimir Poutine est un homme intelligent qui appartient à cette génération qui a participé à la fin de l'Union Soviétique. Le mot « catastrophe » signifie pour lui cet « ébranlement » qui secoue toute la société, toutes ses certitudes. Sa phrase ne signifie pas qu'il souhaite retourner en arrière. Ce n'est pas la base de sa politique.

La Russie est alors confrontée à plusieurs défis.

Elle doit construire un système sur les ruines d'un système totalitaire qu'il faut démanteler. Cela explique les décisions tragiques qui ont plongé la Russie dans le chaos pendant dix ans mais dont la logique était tout de même de démanteler le système, de couper tous les liens avec le passé.

Le second défi, considérable, est de construire sur les ruines de cet empire un mode de relations avec ceux qui avaient vécu avec la Russie au sein du même ensemble, souvent pendant des siècles. La Russie a regardé divers modèles. Le Commonwealth était un bon modèle, pensèrent un moment Boris Eltsine et ceux qui l'entouraient. Il s'agissait de maintenir des relations et de ne pas détruire un monde qui avait existé. J'ai travaillé sur les archives. On peut y lire qu'au moment de la dislocation de l'Union Soviétique, le 8 décembre 1991, quand Boris Eltsine, avec le président ukrainien (Kravtchouk) et le président biélorusse (Chouchkévitich), signa dans la datcha de Bélovèje l'acte qui mettait fin à l'Union Soviétique, ses collaborateurs attirèrent son attention sur la Crimée, qui avait été transférée à l'Ukraine en 1954 dans des conditions stupides : « Vous ne pouvez pas la laisser à l'Ukraine ! Et encore moins Sébastopol ! » Boris Eltsine leur répondit que pour construire une communauté de destins, il ne s'agissait pas de faire un empire de nouvelle manière mais d'établir des relations possibles de coexistence. Afin d'éviter les discussions, il décida de laisser la Crimée à l'Ukraine, sans modifier les frontières. Même Sébastopol, qui n'était pas dans les frontières ukrainiennes, est resté à l'Ukraine. La Russie a donc fondé le point de départ de ses relations avec les pays de l'ancien empire sur le principe de l'intangibilité des frontières, sans la moindre intention de reconstituer l'ancien empire, c'est là-dessus qu'est fondée la Communauté des États indépendants (CEI)¹⁷.

De 1992 à la fin du siècle, la CEI a rencontré des difficultés imputables à deux « mauvais clients », l'Ukraine et la Géorgie qui ne pèsent pas du même poids dans la pensée russe :

Pour des raisons historiques, l'Ukraine est inséparable de la Russie. Kiev est le berceau de la Russie. Dans chaque famille russe, il y a un Ukrainien. Il y a une population russe en Ukraine de même qu'il y a une population ukrainienne en

¹⁷ « Nous avons trouvé la seule formule possible pour continuer de vivre ensemble dans des conditions nouvelles : en créant une communauté d'États indépendants et non pas d'États où personne n'a d'indépendance » (Eltsine devant le soviet suprême de Russie).

Russie. Tous les Ukrainiens parlent russe. En 1992, m'étant rendue en Ukraine pour assister à des discussions d'intérêt politique, j'ai constaté que le gouvernement ukrainien ne parlait pas ukrainien, il parlait russe ! Il leur a bien fallu apprendre l'ukrainien, Mme Timochenko elle-même a appris l'ukrainien au moment où elle prenait le pouvoir. Des liens extrêmement puissants, anciens et quasi familiaux unissent l'Ukraine et la Russie.

La Géorgie est un des joyaux de la Russie. La Russie a un immense respect pour la culture géorgienne mais l'attachement n'est pas de même nature.

Ces deux pays ont tout de suite renâclé, soit à rentrer dans la Communauté, soit à participer à divers événements. Les choses se sont passées extrêmement mal pendant des années où la patience russe a été tout à fait remarquable.

J'entends dire que la Russie a mis la main d'emblée sur l'Abkhazie et l'Ossétie. C'est absolument délirant ! L'Abkhazie et l'Ossétie ne se sont pas rebellées contre la Géorgie sous l'impulsion russe. En réalité, le président Gamsakhourdia, premier président de la Géorgie indépendante, a manifesté un chauvinisme intolérable qui a blessé profondément les non-Géorgiens. C'est ce qui a décidé les uns et les autres à faire sécession. Les Adjars ont fait la même chose. Ce ne sont pas des pépites que la Russie se serait gardées. La Russie n'a pas suscité ces rébellions. La rébellion est née à l'intérieur même de l'État géorgien en réaction à une volonté de détruire les éléments nationaux différents que personne n'a tolérée.

Jusqu'aux années 2000, la Russie a essayé de faire fonctionner le système de sécurité collective à travers ses diverses composantes, elle s'est efforcée de tisser des liens avec ces pays et a réussi à les maintenir sans crise majeure.

Comme l'ambassadeur de Brichambaut je situerai la rupture avec les pays de l'ancien empire vers 2004-2006. Mais l'affaire yougoslave, en 1999, avait déjà constitué un choc pour la Russie qui, au-delà de l'établissement de liens avec son ancien empire, manifestait la volonté de rejoindre la communauté internationale, ce dont on n'a pas eu assez conscience. La Russie se sentait européenne, comme en témoignent les déclarations réitérées d'Eltsine : « Nous sommes prêts à rejoindre l'OTAN et l'Europe... ». Le désir de rentrer dans cet ensemble, dessiné au Sommet de Paris (septembre 1990), était profondément inscrit dans l'esprit russe. 1999 fut un choc, d'abord parce qu'on prit la décision extrêmement grave de bombarder la Serbie en contournant le Conseil de

sécurité pour éviter un veto russe. C'était nier l'existence de la Russie dans la communauté internationale. Pendant ces dix années de chaos, de recherche d'elle-même, la seule chose qui maintenait le statut de puissance de la Russie était sa qualité de membre permanent du Conseil de sécurité. Ce refus de la laisser s'exprimer au sujet de la Serbie fut un affront insupportable pour la sensibilité nationale russe car c'était la négation de tous ses efforts pour appartenir à la communauté internationale. S'ajoutent à cela la décision de détruire la Serbie et le changement de frontières. C'est un précédent formidable ! M. Biden répète à propos de la Crimée : « C'est la première fois qu'on touche aux frontières de l'Europe ! » Mais on y a touché en 1999 ! Chaque fois que j'évoque le précédent du Kosovo, je m'entends répondre : « Non, le Kosovo, ce n'est pas pareil, cela se passait au siècle dernier »... Je trouve cet argument tout à fait extraordinaire !

En effet, avec le nouveau siècle on est entré dans un temps différent.

Confrontée à ces défis, la Russie s'est beaucoup inquiétée pendant ces dix années. Non seulement elle a eu le désir d'être un membre de la communauté internationale comme les autres mais de surcroît elle a eu un problème avec sa propre identité. La Russie avait été le cœur d'un empire qui avait commencé à se construire au XVI^{ème} siècle et dont toujours elle fut une des composantes. Dans le système soviétique il n'y avait pas de Russie. Cela se passait en Russie mais il n'y avait pas de Russie. Après 1991, elle dut, toute seule, trouver ce qu'elle était, ce qui supposait qu'elle se définisse. Dans cette période-là, la Russie est européenne, elle veut être d'Europe. Elle a l'impression de refaire le chemin qu'elle avait fait au XV^{ème} siècle, quand l'invasion mongole s'était arrêtée et qu'elle avait recommencé à avancer vers l'Europe. Ce problème identitaire est extrêmement important.

Avec le nouveau siècle les choses se sont compliquées. Vous l'avez dit, Messieurs les ambassadeurs, l'élargissement de l'OTAN a été un problème. J'en dirai autant de l'élargissement de l'Union Européenne. L'Union Européenne a raté quelque chose parce qu'on n'a pas réalisé que les pays qui rentraient dans l'UE avaient souffert de la domination soviétique, parfois de la Russie (c'est le cas de la Pologne). C'est une longue histoire de souffrances, de frustrations, de rancunes. Ces pays ont vécu leur entrée dans l'Union Européenne comme une revanche sur la Russie. Je citerai un seul exemple : M'adressant au président Aleksander Kwaśniewski, qui avait été communiste, je remarquais que la

Pologne, devenue membre de l'Union Européenne, tenait l'occasion de jouer son rôle historique en servant de pont avec la Russie. Il me regarda sévèrement : « Vous n'y pensez pas ! Nous ne sommes pas là pour ça. Nous sommes là pour emmener l'Ukraine dans l'Union Européenne, après quoi la frontière avec la Russie pourra se fermer, tel un nouveau rideau de fer ! ». C'est devant témoin que furent tenus ces propos que j'ai dûment notés non sans m'être assurée que j'avais bien compris les paroles de M. Kwaśniewski, qui avait confirmé. C'est extrêmement grave.

Cela nous conduit à l'Ukraine. Pour ces pays qui rentrent dans l'UE, l'Ukraine est le pays décisif, qui les protège et les isole de la Russie dans une sorte de revanche historique. Cela explique l'enthousiasme.

Il faut partir de 2004 et de la Révolution orange. Si les deux révolutions de couleur ont été, en effet, des éléments de rupture, la Révolution orange a été particulièrement dramatique en raison du slogan ukrainien : « Nous sommes la démocratie modèle dont la Russie devra s'inspirer ». Les Russes qui, en 1990, avaient fait une révolution sans équivalent historique, s'entendaient dire qu'ils avaient besoin d'un modèle pour apprendre ce qu'est une révolution et comment s'émanciper ! L'opinion publique russe, très sensible à cette question ukrainienne, a ressenti cela comme une formidable giflle. C'était comme si les dix années de chaos, la fin de la puissance soviétique, la fin du statut de la Russie au cœur de ce système, l'humiliation de 1999... comptaient pour rien ! La Russie devait apprendre de l'Ukraine comment on fait une bonne petite révolution ! De surcroît, Jacques Sapir, qui était sur le terrain en 2004, sait comme moi qu'il ne s'agissait pas d'une révolution purement ukrainienne. Les influences de l'Occident, des États-Unis, des ONG, jouèrent un rôle considérable... (influences renouvelées et amplifiées en 2014). On voyait très bien que cette « révolution » était manipulée. De même, une manipulation a existé à Tbilissi, même s'il y a eu un mouvement populaire.

La question de l'OTAN va se poser d'une façon constante à partir de ce moment-là. Quand l'Otan s'est élargie aux Pays baltes, leurs gouvernants se sont inquiétés de la réaction de la Russie, car, contrairement aux engagements pris au moment de l'unification allemande, l'Otan arrivait aux frontières de la Russie. Je me souviens d'une discussion avec le président lituanien. À sa question : « Que nous réservent les Russes ? », « Rien, ai-je répondu, à condition que ça n'aille pas plus loin ». Historiquement, les Pays baltes n'ont pas, dans la conception russe, le même statut que l'Ukraine. Il ne s'est rien passé.

En revanche, entre 2004 et 2008, lorsqu'il a été question de l'Ukraine et de la Géorgie (les deux marchent de pair), Medvedev président et Vladimir Poutine ont voulu montrer ce qui n'était pas possible. L'expédition de Géorgie fut un coup d'arrêt donné et tout le monde a compris.

Je remarque que chaque fois qu'un mouvement antirusse agite l'Ukraine, on voit surgir la question de la Crimée. Un mouvement national se réveille en Crimée où la population manifeste son attachement, voire son appartenance à la Russie. On l'a vu dès 1994 puis en 2004 (où Vladimir Poutine n'a pas bougé). Et dès que les choses se calment, quand on voit le changement se profiler en Ukraine, la question s'éteint.

La crise de 2014, d'une certaine façon, rappelle 2004. Je ne reviendrai pas sur les détails mais je crois qu'il n'y a pas eu de plan russe de mainmise sur la Crimée ou d'exploitation de la situation de l'Ukraine. Je vais me permettre de vous raconter un fait vécu : au moment des Jeux olympiques, avant le changement de statut de la Crimée, je m'étais rendue à Sotchi, mandatée par la francophonie, pour assister à l'ouverture des Jeux Olympiques. Il se trouve que je connaissais très bien Sotchi où j'étais allée plusieurs fois. C'était l'endroit le plus affreux de toute la côte de la Mer noire. La pauvre Russie, après avoir sacrifié la Crimée, Soukhoumi et toutes les stations de la côte qui sont des merveilles, n'avait gardé qu'un endroit abominable qui accueillait les maisons de repos destinées aux sous-prolétaires de l'Union Soviétique. C'était très laid. En arrivant, je me suis demandée où j'étais, je ne reconnaissais rien. Très étonnée, j'ai sillonné Sotchi avec l'impression d'être en Crimée ! Il y a tout un débat pour savoir qui a empoché l'argent des Jeux olympiques. Je laisse à l'économiste le soin de répondre mais j'é mets l'hypothèse qu'une partie de la somme a servi à redessiner complètement les paysages à Sotchi. Poutine s'est fabriqué une Crimée au seul endroit qu'il possédait sur les bords de la Mer noire. Aurait-il réalisé cette opération spectaculaire s'il avait prévu de s'emparer de la Crimée ? Je conseille à tout le monde de faire du tourisme à Sotchi, c'est devenu un endroit magnifique, méconnaissable.

L'ambassadeur Dejammet a évoqué le Partenariat oriental. Ce Partenariat oriental, tout en prétendant ne pas exclure la Russie, est une opération qui correspond à l'état d'esprit qui s'est développé dans l'Union Européenne sous l'influence des nouveaux entrants d'une nouvelle Europe fondamentalement antirusse dont le pilier central, l'État puissant, est la Pologne. Il ne faut jamais oublier qu'aux États-Unis une très importante diaspora polonaise constitue un

des grands *lobbies* du pouvoir. La seconde grande diaspora européenne qui compte est la diaspora ukrainienne qui joue un rôle de pression considérable aux États-Unis et au Canada. Elle a considérablement contribué à attirer l'attention du pouvoir américain sur ce qui se passait en Ukraine. Ce n'est pas par hasard que l'Ukraine a été un des pivots de l'érosion de l'influence russe à ses frontières. La Russie en a tout à fait conscience.

2014 est une répétition de la situation de 2004, avec la pression très forte d'une Europe assez antirusse sous l'influence de cette nouvelle Europe qui impose une vision selon laquelle les affaires de l'est européen ne concernent pas la Russie. C'est aujourd'hui le véritable sujet de débat, ce qui n'était pas encore le cas en 2004. Mais, en 2014, cela explique pourquoi l'accord d'association ne se conçoit que s'il exclut la Russie (« C'est nous ou la Russie »).

C'est pour la Russie extraordinairement difficile à supporter.

Dans les années récentes le statut des Russes ou des russophones dans les États indépendants a été une préoccupation constante pour Vladimir Poutine. Il a assisté à l'érosion des moyens d'acquisition de la langue russe et a été particulièrement sensible à l'important recul des écoles où on enseignait le russe en Ukraine. Nous qui sommes attachés à la francophonie, pouvons-nous être indifférents à l'espoir que les Russes ont placé dans ce lien culturel formidable que constitue la langue commune ?

Le 21 février 2014, la merveilleuse « *troïka* » (les trois ministres occidentaux, polonais, allemand et français) que nous avons déléguée en Ukraine s'était retirée aussitôt après avoir fait signer un accord. Le lendemain, l'accord était désavoué par la foule de Maïdan. La première décision que prirent les Ukrainiens fut d'enlever le statut de langue officielle à la langue russe dans les régions russophones ! Que pouvait faire Vladimir Poutine devant l'indignation provoquée par cette provocation ? Pouvait-il se désintéresser de ces Russes ou ces russophones ? Il s'agissait en outre d'un territoire très particulier dont la place dans l'Ukraine était tout à fait artificielle. Il est clair que l'occasion lui était donnée mais il n'a pas préparé l'occasion.

Toute cette crise est la démonstration d'une adaptation de la stratégie de Poutine aux circonstances. Les circonstances lui ont été fournies par cette crise de la Crimée puis la révolte de l'Ukraine orientale. Jacques Sapir l'a dit très justement et j'ai moi-même recueilli de nombreux témoignages. Tout part de l'inquiétude de ces populations sur leur statut, du refus ukrainien de

reconnaître les particularités des régions russophones et d'une véritable guerre civile engagée par le pouvoir.

Que pouvait faire Vladimir Poutine ? La seule chose que je puisse dire c'est qu'il n'y avait pas de projet, pas de grand plan mais des circonstances qu'il n'avait pas prévues et qui ont des conséquences formidables en Russie. En effet, la population russe a applaudi au retour de la Crimée non seulement parce qu'elle la considérait comme russe mais aussi parce qu'elle se sentait lavée de bien des humiliations infligées par ces « frères » à qui la Russie avait donné l'indépendance, qui refusaient de participer à la Communauté, au système de sécurité collectif, et voulaient à tout prix rentrer dans l'Otan. La société russe a poussé un soupir de soulagement, non qu'elle rêvât au retour de l'Union Soviétique ou d'un empire mais parce qu'elle avait souffert de frustrations et d'une humiliation constante. Personne ne croit à l'humiliation russe qui est pourtant très profonde et si elle ne s'est pas exprimée dans les dix années de chaos, elle s'exprime maintenant au quotidien à travers de nombreuses manifestations. Et c'est tout à fait naturel.

Nous assistons, comme cela a été dit, à une espèce de retournement de la Russie vers l'Asie. Je voudrais à ce propos nuancer le propos de Jacques Sapir. Économiquement il a raison. Mais une partie politique très intéressante a commencé dans les premières années du pouvoir de Vladimir Poutine.

Déjà, Boris Eltsine était conscient d'un certain dédain de l'Occident à l'égard de la Russie, du refus de la prendre vraiment en compte, et il avait pris conscience que la Chine était importante, qu'elle allait jouer un rôle. Il a eu l'intuition de la montée de la puissance chinoise et de la puissance de l'émergence de toute l'Asie sur la scène internationale.

Poutine est allé plus loin. Il a compris qu'un basculement géopolitique était en train de s'effectuer. Et il a orienté sa réflexion sur ce que cela pouvait représenter pour la Russie., Marginalisée en Europe depuis 2004-2006, menacée sur ses frontières occidentales par ces marginalisations, la Russie avait la possibilité, grâce à un territoire immense ouvert sur le Pacifique, de se retourner vers l'orient. À l'analyse, il apparaît que la pensée de Poutine n'a pas été celle d'un revirement politique ou idéologique, ni d'un revirement de civilisation, mais la pensée de ce qu'on appelait autrefois chez les historiens « l'alliance de revers ». Il s'agissait pour lui de construire un autre système sur lequel s'appuyer pour démontrer que si on ne la considérait pas comme un État qui comptait sur

la scène européenne et dans les relations internationales occidentales, la Russie appuyée sur l'Asie avait un nouveau poids et qu'il fallait la prendre en compte.

Ce fut la première étape. M. Douguine, qui a prôné l'eurasisme, est un personnage folklorique et tout à fait excessif. La vocation russe est fondamentalement européenne. Mais, en même temps, la mondialisation fait qu'on regarde les choses autrement. Les Russes, qui se sont toujours sentis européens, prennent conscience d'appartenir à cet immense espace qui s'appelle l'Eurasie. Je suis allée dans l'extrême-orient russe, on y constate une interpénétration. Les Chinois viennent passer leur week-end en Russie, les Russes vont passer des vacances en Chine. Quand on leur demande s'ils projettent de voyager en Europe, ils répondent que la Chine, toute proche, moins chère, les attire davantage. Un changement est en train de s'opérer dans cette zone où les frontières présentent une porosité tout à fait nouvelle.

Si nous n'y sommes pas attentifs, nous risquons d'assister à une transformation de la vision russe qui, pour l'instant reste européenne. Mais l'Asie est la solution pour permettre d'exalter la puissance russe et nous pourrions passer au stade où la tentation asiatique l'emporterait si le rejet occidental perdurait. Nous sommes à la croisée des chemins.

Or, avec les sanctions, nous traitons la Russie comme un pays un peu sous-développé : on lui inflige une punition parce qu'elle n'est pas assez puissante pour montrer qu'elle ne peut pas être punie. À terme, nous risquons une « déseuropéanisation » de la Russie, ce que l'économie suggère, ce que l'opinion publique, qui reste européenne, ne cherche pas, ce que Poutine, qui est un Européen, ne cherche pas. Mais on ne peut pas vivre éternellement dans l'idée qu'on n'existe qu'à moitié et qu'on ne peut pas traiter d'égal à égal avec les autres États sur la scène internationale. J'ai évoqué tout à l'heure les défis russes : savoir ce qu'ils sont et trouver leur place dans la société internationale.

Le moment est venu pour nous de réagir : avec cette crise ukrainienne, nous pouvons encore rattraper les Russes... ou nous pouvons les perdre. En ce sens c'est certainement la crise la plus grave que nous ayons connue depuis la Seconde guerre mondiale parce que c'est le moment où l'Europe peut changer de visage et se trouver amputée de la partie dont elle ne peut pas être amputée.

Je vous remercie.

Merci, Madame pour cet exposé enraciné dans l'histoire qui, nourri par votre connaissance du passé mais aussi du présent, nous a beaucoup apporté. Vous êtes parmi les personnes qui aujourd'hui connaissent le mieux la Russie et je ne peux que corroborer beaucoup de vos observations.

Je suis allé en touriste à Sotchi. C'est en effet très impressionnant, la ville est complètement transformée.

J'ai beaucoup apprécié le fait que vous ayez dit ce que je pense au fond de moi : le projet de Vladimir Poutine n'est pas un projet impérial mais un projet national, un projet de modernisation de l'économie russe, un projet de diversification par rapport aux hydrocarbures. Ce fut au départ un projet d'eupéanisation, dans les premiers temps au moins. Je rappelle que Poutine était chargé des investissements internationaux (c'est-à-dire de faire la recherche d'investisseurs étrangers) aux côtés de Sobtchak¹⁸ à Saint-Pétersbourg.

On a parlé de la russophobie des pays de la « nouvelle Europe » (comme la nommait M. Rumsfeld il y a déjà onze ans), mais elle est très présente aussi dans les pays de l'ancienne Europe. Et, même dans notre beau pays, la liste des organes de presse qui ne peuvent pas être suspects de russophobie serait assez courte. L'information que nous avons ne nous permet pas de comprendre l'ampleur et les conséquences immenses que peut avoir la crise que nous vivons.

Je ne crois pas que la Russie veuille envahir ni annexer l'Ukraine et je ne vois pas l'intérêt qu'elle aurait à la déstabiliser durablement. Si, comme je le crois, le projet de Poutine est un projet national de modernisation, est-il compatible avec une quasi-rupture des liens avec l'Europe ?

Sur ce sujet je diffère un peu de notre ami Jacques Sapir. Les liens avec l'Europe sont très forts (*grosso modo* la moitié du commerce extérieur) alors qu'ils sont très faibles avec l'Amérique. Les sanctions contre la Russie visent

¹⁸ C'est sous le mandat d'Anatoli Alexandrovitch Sobtchak, élu maire le 12 juin 1991, que Léningrad a retrouvé le nom de Saint-Pétersbourg en septembre 1991.

aussi l'Europe et la France. Or, 9 milliards d'exportations représentent ½ point de PNB. De plus, ces exportations concernent pour les deux tiers de la haute technologie et constituent donc un important relais de croissance.

Les sanctions publiées au Journal officiel de l'Union Européenne et les sanctions américaines seront évidemment surinterprétées par nos banques, extrêmement frileuses, inquiètes à l'idée que Tracfin (Traitement du Renseignement et Action contre les Circuits FINanciers clandestins) pourrait frapper (je parle d'expérience).

Les sanctions visent les technologies « duales », ce qui désigne tout et n'importe quoi. En poste à l'ONU à l'époque de la guerre contre l'Irak, l'ambassadeur Dejammet vous racontera que même les crayons à mine étaient alors considérés comme des technologies « duales » !

Les sanctions compromettent aussi le financement du commerce. Les dirigeants d'une grande entreprise européenne exportatrice de produits de très haute technologie m'ont confié qu'ils ne pouvaient plus financer leurs exportations vers la Russie, qui représentent des milliards, car ils avaient l'habitude de faire appel au marché financier en dollars, ce qui est désormais interdit.

La balance commerciale française est affectée par ces sanctions. Je pourrais vous citer une entreprise française qui va délocaliser la fabrication de composants dans ses filiales indiennes ou chinoises pour exporter vers la Russie car elle ne peut plus produire en France, pays sous sanctions.

Je rappelle que nous avons de forts investissements (plus de 15 milliards), notamment dans le domaine du pétrole et de la recherche gazière. Nous sommes associés à Novatek¹⁹ : comment le groupe Total pourra-t-il travailler avec cette entreprise sous sanctions ?

Autre exemple : à l'ouverture de l'appel d'offre sur la ligne à grande vitesse Moscou-Kazan, seuls Siemens et Alstom étaient sur les rangs. Aujourd'hui les Chinois sont appelés à concourir.

C'est vrai dans tous les domaines.

¹⁹ Associé au russe Novatek (dont il détient 18 %), le groupe français Total compte sur le projet d'usine de liquéfaction de gaz Yamal, dans l'Arctique russe, qui représente un investissement de 27 milliards de dollars, pour faire croître sa production après 2017 : grâce à lui, la Russie devrait devenir sa première zone de production dès 2020 (9 % du total aujourd'hui). Les sanctions adoptées par les États-Unis et l'Europe pourraient menacer le financement du projet.

Le retournement dont Jacques Sapir parle à juste titre va donc s'accélérer du fait des sanctions. D'autant que ces sanctions ont été prises non pas à l'unanimité mais par « consensus », un mode de décision peu rigoureux : « Qui s'oppose ? Personne ? C'est décidé ! ». Mais quand il faudra revenir en arrière on peut faire confiance à un certain nombre de pays de la « nouvelle Europe » qui ont – mais qui n'en a pas ? – des liens très étroits, avec l'administration américaine (les contacts sont quotidiens) pour s'y opposer fermement.

La marche arrière sera très difficile. Si elle ne se fait pas dans les prochaines semaines elle ne pourra plus se faire et l'effet d'éviction pour les entreprises françaises et européennes concernées sera majeur.

J'ai écouté ce qu'a dit Jacques Sapir avec l'intérêt que je porte à tout ce qu'il dit et tout ce qu'il écrit car j'ai beaucoup de respect pour son travail, son intelligence, sa compréhension des phénomènes. Je lui dirai qu'il faut se méfier d'un langage qu'on entend souvent chez les Russes qui feignent l'indifférence à l'égard de ces sanctions qui ne les affecteraient pas (« Même pas mal ! »). C'est une posture de défense et, en réalité, ils ne le pensent pas. Si nous devons annuler le contrat sur le navire Mistral, le langage changerait et nous apparaîtrions comme ayant abandonné la politique d'indépendance, et même de souveraineté, qui était traditionnellement la nôtre. Ce contrat, qui ne porte pas sur des armes mais sur une coque non armée, est devenu un symbole. Et l'on sait qu'il est très bien vu dans certains milieux, y compris en France, de faire de l'anti-France.

Ce que dit Jacques Sapir est juste, Vladimir Poutine a certainement observé la stagnation de l'économie européenne et cela se répercute dans les ventes de gaz russe aussi bien que dans le commerce, dans les deux sens. L'Europe est à l'évidence aujourd'hui une zone de non-croissance par rapport à l'Asie, les États-Unis, les émergents etc. Et tout sera programmé pour réorienter dans une certaine mesure l'économie russe. Mais, comme l'a dit Mme Carrère d'Encausse, les Russes se sentent fondamentalement européens. J'ai quitté Moscou vendredi soir. Les avions vers l'Europe étaient assaillis par des milliers de jeunes Moscovites qui allaient passer leur week-end à Paris, à Londres ou partaient vers le soleil de la Turquie.

Il existe une classe moyenne dont le sentiment avait complètement changé vis-à-vis de Poutine dont elle était plutôt contestataire. Elle a cessé de l'être à la suite de l'affaire de l'Ukraine. Mais cela peut encore changer. Le développement

de ces couches nombreuses, lié à la modernisation de la Russie, était quand même la meilleure promesse de la démocratie. Ces classes nouvelles portent l'évolution vers un style de vie adapté à la vie moderne (je raisonne comme Samuel Pissar autrefois). Sur ce point les Russes ont fait d'immenses progrès, il faut ne pas avoir d'yeux pour ne pas le remarquer.

Je ne dis pas que tout est parfait et je pourrais critiquer un certain nombre d'orientations mais gardons un jugement équilibré, ne cédon pas à cette idéologie mortifère qu'est une russophobie qui aurait peut-être pu se justifier au temps de Custine²⁰ mais pas aujourd'hui. Des raisons géopolitiques ont pu intervenir concernant l'Angleterre ou l'Allemagne mais pas la France. Les plaques tectoniques que représentent le monde russe et le monde francophone ne se sont jamais vraiment heurtées. L'expédition de Napoléon en Russie – une erreur – était en réalité dirigée contre l'Angleterre, ce que je rappelle régulièrement aux Russes que je rencontre. Et nous concluons toujours en rappelant que Borodino²¹ est célébrée comme une victoire tant par les Français que par les Russes.

Ce qui se passe est extrêmement grave par les effets économiques, psychologiques, politiques que cela aura dans la longue durée. Le danger est grand si nous voulons faire l'Europe contre la Russie. Pour moi l'Europe est « européenne » (je reprends l'expression du Général de Gaulle) mais elle ne peut pas être une Europe contre la Russie, contre le peuple russe. Nous n'avons pas accepté qu'adhèrent à l'Union Européenne les pays de la « nouvelle Europe » pour qu'ils nous dressent contre la Russie et mettent notre politique étrangère à

²⁰ Jean-Pierre Chevènement parle d'Astolphe Louis Léonor, marquis de Custine, célèbre pour son ouvrage « *La Russie en 1839* » (1843).

²¹ La bataille de la Moskova ou bataille de Borodino (7 septembre 1812) est française dans la mesure où les forces russes battent en retraite et où Napoléon s'ouvre la voie vers Moscou. Mais les pertes de chaque côté sont immenses (environ 30 000 soldats français tués ou blessés pour 45 000 côté russe) et bien que fortement réduite, l'armée russe (qui dispose de réserves) peut encore représenter une menace. À quelques centaines de mètres de la Redoute de Schewardino, se trouve un obélisque de granit surmonté d'un aigle aux ailes déployées, monument français érigé dès 1812 à l'emplacement où se tenait Napoléon le 7 septembre. À Stoudianka, sur la rive orientale de la Berezina, une plaque sur l'obélisque érigé en 1962, porte ces mots : « *C'est ici que du 26 au 28 novembre 1812 l'armée russe, sous le commandement du maréchal Koutouzov, a fini d'écraser les troupes napoléoniennes. La mémoire vit éternellement sur les exploits des peuples de Russie qui ont défendu l'honneur et l'indépendance de leur pays* ».

la remorque d'impulsions que nous pouvons certes comprendre, en raison de leur histoire propre, mais que nous ne pouvons pas faire nôtres.

Quand on examine les sanctions, quand on observe la peur des banques (l'amende sur la BNP Paribas, qui fait jurisprudence, n'a pas été critiquée politiquement puisque la banque a plaidé coupable), on constate que les États-Unis sont en train de s'octroyer un pouvoir normatif, s'ils ne l'ont pas déjà. Je songe aux normes Itar (*International traffic in arms regulations*) sur les composants américains. Quel produit exportons-nous qui ne comporte pas un composant américain ? Avec le traité transatlantique, nous allons assister à un transfert du règlement des litiges entre les entreprises et les États vers les juridictions américaines ou soumises à l'influence des États-Unis. Il y a donc un monde de normes qui correspond à la vision « *The West against the Rest* », l'Occident contre le reste, c'est-à-dire contre les émergents. C'est un non-sens complet du point de vue des intérêts de la France.

L'intérêt de la France est d'être un pont entre l'Occident, dont nous sommes une partie originale, et le reste du monde, les autres nations. Nous sommes naturellement des « universalistes », nous ne sommes pas des « occidentalistes ». Ou alors nous avons fait la Révolution française pour rien !

Le moment est grave et la prise de conscience est vraiment très difficile étant donné ce qu'est l'information dans le pays. Un concours d'émulation est engagé avec la Russie de Poutine pour savoir qui est le mieux informé – ou le mieux désinformé – mais il est certain qu'aujourd'hui nous n'avons pas les éléments qui nous permettent de juger de manière approfondie. Plus que le problème de l'Ukraine, plus que le problème des relations entre la Russie et l'Europe, cela pose le problème de la Russie et de la France et du sens du projet d'Europe européenne auquel la France, que je sache, n'a pas renoncé.

Débat final

JEAN-MICHEL QUATREPOINT

J'enchaînerai sur ce que disait Jean-Pierre Chevènement en faisant remarquer qu'il y a un absent : les États-Unis. Car tout ce qui se passe en Ukraine, mais aussi en Asie du sud-est, où les tensions sont très fortes, vient de la stratégie américaine.

Car les États-Unis ont une stratégie. Peut-être n'a-t-on pas très bien vu comment elle s'est mise en place.

Cela commence en 2004, à l'époque de la Révolution orange, avec ce qu'on appelle le *smart power*, synthèse entre le *hard power*, le pouvoir militaire, symbolisé par les opérations de G.W Bush en Irak et en Afghanistan, mais qui date de l'époque de la Guerre froide, et le *soft power* que certains démocrates américains avaient idéalisé dans les années 1990 en s'imaginant que la réussite américaine, la « victoire » sur le communisme, allait suffire à ce que tous les peuples adoptent le « kit » idéologique américain. Ce *soft power* n'a pas tellement bien marché.

En 2004, Suzanne Nossel, qui vient des ONG (*Amnesty International* et *Human Rights Watch*), théorise le *smart power* (dans un article de la revue américaine *Foreign Policy*) et le popularise quand elle est intégrée dans le cabinet d'Hillary Clinton au Département d'État. Je vous invite à lire le livre, pesant mais fort instructif, d'Hillary Clinton²², où tout est dit sur la politique qu'elle a mise en place. Il y a une divergence entre Barack Obama et Hillary Clinton. Cette dernière représente ces démocrates qui pensent que le système américain est le *nec plus ultra* et qu'il faut l'adopter dans son ensemble : les droits de l'homme, la lutte contre les tyrans, la non-dissémination nucléaire, le libre-échange, l'adoption des normes et du système juridique américains... C'est un kit complet. Et qui n'adopte pas ce kit complet incarne le mal.

²² « *Hard Choices* » (« *Le Temps des décisions* »), de Hillary Clinton éd. Fayard 2014.

En 2009-2010, en pleine crise financière, les États-Unis commencent à développer une stratégie – dont on n’a pas eu conscience tout de suite – de *containment* de la Chine mais aussi de la Russie : La Chine, qui est dans l’OMC, veut bien commercer mais elle ne veut pas adopter ce kit idéologique. Les Russes, qui veulent commercer, souhaitent rentrer dans l’OMC, mais ce n’est pas suffisant, il faut qu’ils adoptent l’intégralité du modèle américain, notamment en matière de droits de l’homme et de tout ce qui s’ensuit, et surtout les standards américains en matière de normes. Hillary Clinton l’écrit noir sur blanc : Poutine est son ennemi. Un instant les Américains ont espéré que Medvedev « ouvrirait » le pays. Mais le retour au pouvoir de Poutine est le chiffon rouge et, dès 2010-2011, les Américains lancent l’offensive sur l’énergie.

L’énergie est leur axe principal pour contraindre la Russie à adopter le modèle américain faute de quoi elle sera sanctionnée. Et c’est ce qui se passe. C’est un bouleversement complet de la géostratégie. Les Américains cessent d’être dépendants de l’Arabie saoudite, d’où un certain désintérêt pour le Proche Orient. En même temps, ils veulent que l’Europe ne dépende plus du gaz russe, d’où la tentative de détournement du gaz russe (par le gazoduc sud) avec les manœuvres pour sortir le Kazakhstan, l’Azerbaïdjan etc. de l’influence russe.

Mais il y a aussi tout ce qui est fait auprès des Allemands pour que ceux-ci comprennent que leur avenir n’est pas la Russie mais les États-Unis. Les Allemands ont abandonné le nucléaire et *ipso facto* ils ont abandonné les liens qu’ils devaient tisser sur le nucléaire avec la France mais aussi avec la Russie. Une décision très symptomatique vient d’être prise par Siemens, qui, repositionné sur le solaire, l’éolien, les turbines, vient de racheter (en la surpayant) une entreprise américaine (Dresser-Rand)²³ spécialisée dans la fracturation hydraulique, les gaz de schiste. Siemens s’installe aux États-Unis pour être partie prenante à l’exploitation du gaz de schiste américain qui redonne un avantage compétitif aux États-Unis en matière d’énergie.

²³ Le géant allemand Siemens a annoncé le lundi 22 septembre 2014 le rachat du fabricant américain de turbines et de compresseurs Dresser-Rand. Son offre de 7,6 milliards de dollars (5,9 milliards d’euros) a été acceptée par le conseil d’administration de Dresser-Rand.

« *En tant que marque de premier ordre sur le marché mondial des infrastructures de l’énergie, Dresser-Rand est parfaitement à sa place dans le portefeuille de Siemens. Les activités combinées (des deux groupes) vont donner naissance à un fournisseur de rang international sur les marchés porteurs du pétrole et du gaz* », se félicite Joe Kaeser, directeur général de Siemens, dans un communiqué.

Les deux traités, transatlantique et trans-pacifique, sont donc partie prenante de cette stratégie : Si vous adoptez les normes de libre-échange, c'est-à-dire les normes américaines, tout ira bien pour tout le monde. Si vous ne les adoptez pas, vous êtes dans le collimateur... je vous sanctionne et je vous entoure, je vous « contiens ».

C'est ce que peut-être les dirigeants français n'ont pas bien compris à propos du traité transatlantique. Les Allemands sont partagés mais ils sont en train de basculer du côté américain, d'abord parce qu'il y a un côté américanophile, notamment dans la CDU et la CSU et aussi parce que Mme Merkel n'est pas spécialement russophile même si elle parle russe et connaît très bien Poutine. Les Allemands sont donc naturellement aspirés vers l'atlantisme.

La France risque d'être totalement isolée dans cette affaire.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Jean-Michel Quatrepoint.

Il y a un mystère allemand sur lequel je vous invite à réfléchir.

L'attitude allemande montre que, vingt ans après sa réunification, l'Allemagne n'a pas encore complètement assimilé l'idée d'une « Europe européenne ». C'est d'autant plus étonnant qu'un ambassadeur m'a raconté il y a plusieurs années avoir été raccompagné par la Chancelière, alors qu'il prenait congé d'elle, avec ces mots : « Il est dommage que vous Français abandonniez l'idée d'Europe européenne alors que nous sommes en train de nous l'approprier ». La façon dont l'Allemagne réagit me surprend. Je pensais que, tellement engagée dans ses échanges avec la Russie, elle réagirait d'une manière plus pragmatique que ça ne semble être le cas.

ALEKSANDAR PROTIC

(Conseiller fédéral de la Fédération Française Pour l'UNESCO)

Je vous remercie de vos exposés qui nous ont beaucoup éclairés.

J'aimerais savoir ce que pensent l'ambassadeur Dejammet et M. Sapir des recommandations récemment adressées par les représentants de l'Union

Européenne à la Serbie, priée de rompre les contrats privilégiés et de cesser ses relations économiques avec la Russie.

Une autre question, qui s'adresse à Mme Carrère d'Encausse, concerne la désinformation de l'opinion publique sur la Russie. Quel impact les médias ont-ils sur des institutions comme l'Académie française ? Les esprits éclairés subissent-ils aussi cette influence des médias ?

ALAIN DEJAMMET

La Serbie n'est pas membre de l'Union Européenne. Je ne suis pas au courant de consignes, de recommandations qui auraient été données par les représentants de l'Union Européenne mais je ne serais pas surpris que dans le monde de l'UE il se trouve des gens pour faire savoir aux Serbes que, s'ils veulent pousser leur dossier de candidature à l'Union Européenne, ils auraient intérêt à suivre l'exemple de ceux qui ont adopté les sanctions décidées par Bruxelles. Cela pourrait faire partie de l'environnement intellectuel dont l'Union Européenne a entouré la Serbie depuis pas mal d'années. Toutefois je n'ai pas connaissance de déclarations péremptoires de la part de la Commission européenne et, encore une fois, la Serbie, qui n'est pas membre de l'Union Européenne, n'est pas tenue de se soumettre à ses diktats. Mais il est des gens qui savent jouer des candidatures pour exercer d'aimables pressions.

JACQUES SAPIR

Il est très clair que depuis quelques semaines une confrontation oppose l'Union Européenne et la Russie. Il est tout aussi clair que, pour l'instant, l'intérêt économique de la Serbie l'attire beaucoup plus vers la Russie, comme c'est aussi le cas – on ne l'a peut-être pas suffisamment noté – de pays comme la Slovaquie et la Hongrie, membres de l'Union Européenne. On observe dans cette nouvelle Europe une fracture très nette entre les pays proches de la Pologne (comme les Pays baltes) et de la Suède qui développent une position très antirusse et ceux qui, comme la Slovaquie et la Hongrie, ont déclaré qu'ils pourraient ne pas appliquer des sanctions de l'Union Européenne. La Roumanie

elle-même, en dépit de la question de la Transnistrie et de la Moldavie, manifeste une attitude nettement moins antirusse, de même que la Bulgarie.

Sur la question de l'énergie, les tentatives pour sortir le Kazakhstan, le Turkménistan etc. de l'influence russe datent en fait de 1992-1993 et ne peuvent donc être liées à la logique des événements récents. Et les Russes savent parfaitement comment jouer face à cela.

De même on a beaucoup parlé, et à juste titre, du rôle du gaz de schiste dans la reprise de l'économie américaine. Il faut savoir que le coût du gaz de schiste est en train de monter extrêmement vite et va atteindre le coût du gaz naturel. Là encore, il ne faut pas rêver des stratégies sur des éléments de très court terme qui peuvent se retourner extrêmement rapidement.

Il est absolument indiscutable que des éléments de stratégie américaine s'appuient sur le *smart power*. Y a-t-il pour autant une stratégie cohérente des États-Unis ? Pour avoir travaillé aux États-Unis sur la question de la Russie, dans les années 1990 et au début des années 2000, pour le ministère de la Défense français avec les gens du Pentagone et de la CIA, j'ai de très grands doutes sur l'existence d'une stratégie cohérente de la part des États-Unis. Je crois qu'il y a *des* stratégies américaines et non pas *une* stratégie américaine. C'est d'ailleurs une partie du problème auquel nous sommes confrontés, nous Européens : nous sommes pris en otages par une certaine stratégie américaine qui n'est pas nécessairement la stratégie des États-Unis. Les Russes sont probablement ceux qui ont le mieux compris ce conflit entre des stratégies alternatives au sein même de l'appareil politique américain. Ils en ont une lecture très inquiète et inquiétante. L'usage de plus en plus régulier du terme « aventuriste » pour décrire le comportement des Américains renvoie au langage qui, à la fin des années 30, a été appliqué à l'Allemagne.

Les Russes savent gérer une stratégie qui leur est adverse. Cela ne leur pose pas de problème. Une stratégie imprévisible est en revanche un problème beaucoup plus grave. S'il y a aujourd'hui quelque chose que la Russie redoute, c'est l'imprévisibilité de l'attitude américaine beaucoup plus qu'une stratégie qui serait construite contre eux.

La question, très importante, de l'influence des médias sur les institutions est très difficile. Il faudrait y répondre catégorie par catégorie.

Je pense que les médias traditionnels sont en train de perdre de leur influence, même si celle-ci reste considérable, parce que nous sommes entrés dans une période technologique nouvelle, la période du web. La légitimité de toute information donnée par les médias est mise en cause par n'importe quel propos qui circule sur le web. D'une certaine façon les médias commencent à courir derrière le web. Dans cette compétition, ils ne veulent pas être en arrière de ce qu'ils pensent être l'opinion qui court sur les réseaux sociaux.

Vous posez une question qui suscite ce qui serait un très grand débat que personne n'ose engager (je me demande si Jean-Pierre Chevènement ne pourrait pas le faire un jour) : les nouvelles technologies de communication ne modifient-elles pas complètement les rapports de l'opinion publique au pouvoir ? Ne sont-elles pas une délégitimation de toute parole classique ?

Face aux tentatives américaines pour attirer le Kazakhstan, le Turkménistan etc. hors de l'influence russe, du voisinage russe, la politique russe a été très remarquable.

À cet égard, on sous-estime la construction et le développement du Groupe de Shanghai²⁴. Cette institution, souvent ignorée, est à sa manière une sorte de petite OTAN, même si elle n'est pas militaire. Idéologiquement, politiquement, c'est une institution importante qui rassemble les pays d'Asie centrale autour de la Russie et de la Chine. Le groupe de Shanghai s'étend à des pays qui jouent – ou peuvent jouer – un rôle considérable dans la vie internationale (l'Iran a été invité au Groupe de Shanghai).

²⁴ L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), regroupant la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, a été créée à Shanghai les 14 et 15 juin 2001 par les présidents de ces six pays (l'Inde, l'Iran, le Pakistan et la Mongolie ont le statut d'États observateurs.). Elle succède à un groupe informel sans structure administrative permanente connue sous le nom des « *Shanghai Five* » (dit aussi « Groupe de Shanghai »), créé en 1996, qui avait pour but d'améliorer les relations entre membres : régler les problèmes de frontière sur l'ancienne frontière sino-soviétique, faciliter la coopération économique.

Le Groupe de Shanghai n'était pas une invention russe mais une initiative chinoise, ce qui est intéressant du point de vue de la conception de Vladimir Poutine. Cela fait partie de ce que Jacques Sapir appelle la vision du retournement. Pour les pays d'Asie la Russie est un pays occidental, les relations russo-chinoises en témoignent. C'est par la volonté de se construire un visage asiatique que la Russie a réussi à pénétrer le groupe de Shanghai et à le co-présider avec la Chine, ce qui est très important, notamment pour ses relations avec les pays d'Asie centrale. C'est quelque chose qu'il ne faut pas sous-estimer. Je suis toujours étonnée de constater que les gens méconnaissent le Groupe de Shanghai. Il me semble que c'est une étape dans cette espèce de désillusion russe. La Russie s'est aperçue que construire aimablement un *commonwealth* autour d'un *soft power* ne menait pas très loin d'où l'idée de bâtir plusieurs petits systèmes alternatifs plus cohérents, avec des projets plus clairs. À cet égard il me semble que la volonté de détacher les pays de l'Asie centrale de la Russie supposerait qu'on investisse ce Groupe de Shanghai, qu'on le détruise et qu'on détruise un sentiment de solidarité qui n'a cessé de se développer.

ALAIN DEJAMMET

Un vote à l'Assemblée générale des Nations Unies, le 21 mars 2014, demandait aux États membres de ne pas reconnaître la modification de statut de la Crimée²⁵. Dès le lendemain, la presse titrait : « *La Russie isolée* », « *La communauté internationale condamne la Russie* »...

En fait, sur les 193 membres des Nations Unies, 100 pays ont voté cette résolution, 11 pays ont voté contre, 58 États se sont abstenus et les autres n'ont pas participé au vote (la Serbie, par exemple, n'a pas participé au vote). La Chine s'est abstenue, l'Inde s'est abstenue, le Pakistan, le Bangladesh, la Birmanie, le Vietnam, le Cambodge se sont abstenus, de même que la plupart des pays

²⁵ Dans sa résolution, l'Assemblée générale note que le référendum qui s'est tenu dans la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol le 16 mars 2014 « *n'était pas autorisé par l'Ukraine* » et souligne que ce référendum « *n'a aucune validité et ne saurait donc servir de fondement à une quelconque modification du statut de la République autonome et de Sébastopol* ». L'Assemblée générale « *demande à tous les États, organisations internationales et institutions spécialisées de ne reconnaître aucune modification du statut de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol résultant de ce référendum et de s'abstenir de tout acte ou contact susceptible d'être interprété comme valant reconnaissance de ce statut tel que modifié* ».

d'Asie. En ce qui concerne le monde arabe, la Syrie a bien sûr voté contre, l'Algérie s'est abstenue, un Soudan a voté contre, l'autre s'est abstenu. En Afrique, l'Afrique du sud s'est abstenue, plusieurs pays d'Afrique francophone se sont abstenus, le Sénégal s'est abstenu, le Burundi s'est abstenu, le Tchad s'est abstenu. En Amérique latine, le Brésil, excusez du peu, s'est abstenu, le Chili s'est abstenu. Cela fait quand même beaucoup de monde ! « La communauté internationale est prête à sanctionner la Russie » ? Non, pas tout à fait, deux tiers de l'humanité ont pris une position différente. Le Tuvalu, en revanche, a voté la résolution, comme Kiribati, les îles Marshall, les États-Unis et, quand même, les 28 pays de l'Union Européenne.

Ceci relativise un peu l'unanimité des titres de presse.

Sur les 700 pages que compte le livre d'Hillary Clinton en français, 30 pages sont consacrées aux relations avec la Russie. L'élément majeur est le fameux bouton « *reset* » offert aux Russes pour leur signifier que l'administration Obama allait faire redémarrer les relations entre États-Unis et Russie. Pour ce faire, Hillary Clinton a offert à Lavrov un bouton symbolique de « redémarrage » (« *reset* ») sur lequel était inscrit ce que les Américains croyaient être la traduction russe de « *reset* ». C'est bien la bonne traduction ? a-t-elle demandé à Sergueï Lavrov. Pas exactement, répondit celui-ci, le mot inscrit sur le bouton signifie « surtaxé ».

JEAN PEGOURET (Saphir Eurasia)

L'Organisation de coopération de Shanghai, créée en 2001 par la Russie et par la Chine, avait pour objectif de stabiliser les problèmes de frontières autour de l'Amour, où des conflits frontaliers éclataient régulièrement entre ces deux pays. La Chine souhaitait pouvoir les résoudre, cela s'est fait dans le cadre de l'Organisation de coopération de Shanghai.

Une fois ces conflits résolus, l'Organisation s'est orientée vers la lutte contre les trois maux : terrorisme, séparatisme et fanatisme et elle est maintenant en train de se développer vers la coopération et le développement économiques.

C'est certainement ça qui inquiète énormément les États-Unis. Comme l'a dit Jacques Sapir, l'axe Chine-Russie a inquiété les Américains bien avant la crise

ukrainienne et bien avant l'action américaine en Europe à travers l'Ukraine. Par exemple, le fait que grâce au changement climatique la route de l'Arctique va pouvoir s'ouvrir, permettant au commerce de la Chine de rejoindre le port de Hambourg en passant par des eaux russes embête beaucoup les Américains.

Sur la question ukrainienne, la Chine avait signé sous Janukovitch la construction d'un port en eau profonde en Crimée. Donc la Chine avait déjà commencé à s'intéresser à l'Ukraine, porte d'entrée de l'une des « routes de la soie » du président Xi Jinping vers l'Europe. C'est aussi la Chine, et pas seulement la Russie, qui est visée à travers l'attaque de l'Ukraine. Le fait que les gazoducs passent par l'Ukraine est aussi une des raisons qui font que les Américains craignent de voir l'Ukraine rentrer dans l'union eurasiatique pure.

Ma question s'adresse plutôt à Jacques Sapir : que pensez-vous de cette approche selon laquelle la crise ukrainienne est aussi une attaque contre la Chine et pas seulement contre la Russie ?

Autre chose. La Russie regarde vers l'Europe et elle est attirée vers l'Asie... Dans le cadre d'un monde multipolaire, la Russie cherche à avoir des partenariats avec l'Asie mais elle ne cherche pas à être asiatique.

PHILIPPE LECIGNE (Revue Belvédère)

Je voudrais revenir sur un point soulevé par Mme Carrère d'Encausse, la question polonaise.

On a eu l'impression à un moment que la réconciliation russo-polonaise était en cours jusqu'à ce que le président polonais²⁶ décède dans un accident d'avion. Pourquoi la réconciliation russo-polonaise a-t-elle échoué ? Est-ce pour des raisons de politique intérieure ? Les souvenirs du passé étaient-ils trop lourds ? Y a-t-il eu des influences extérieures, par exemple américaines ?

²⁶ Lech Kaczynski, président de la République de Pologne, son épouse et une importante délégation officielle comprenant de nombreuses hautes autorités polonaises civiles, militaires et religieuses trouvent la mort le 10 avril 2010 à Smolensk, dans l'ouest de la Fédération de Russie, alors qu'ils se rendaient aux cérémonies commémoratives du 70e anniversaire du massacre de Katyń.

Ma deuxième question porte sur la perception de la Pologne par les Russes. Selon les Russes le petit groupe ukrainien appelé Pravy Sektor²⁷ serait composé de néofascistes. Or, la littérature de Pravy Sektor comporte des références très récurrentes à la Pologne-Lituanie²⁸ qui avait été très agressive : le premier roi de Pologne avait poussé jusqu'à Kiev, voire jusqu'en Biélorussie. Y aurait-il dans la perception russe un retour au temps des troubles d'avant les Romanov ?

JACQUES SAPIR

Si la Chine est touchée par la crise ukrainienne, c'est par ricochet. Elle n'est pas aujourd'hui particulièrement visée.

Cette crise ukrainienne provoque un très grand malaise à la fois aux États-Unis et dans l'Union Européenne. Ce malaise tient à une chose très simple que j'illustrerai par une anecdote : En 2002, avant la Révolution orange, le responsable de la CIA pour les questions de la Russie et de l'Eurasie, mort en 2005, me demandait au cours d'un repas : « Que devons-nous faire pour arriver à décoller l'Ukraine de la Russie ? » « La moindre des choses, lui répondis-je, serait de prendre à votre charge la facture énergétique ukrainienne ». Cela supposait, à l'époque, que les États-Unis fussent capables de déboursier 9 à 12 milliards de dollars par an, pendant plusieurs années, sans aucun espoir de retour. « Jacques, me dit-il, ce n'est pas envisageable ! Le Congrès a refusé un crédit de 300 millions pour l'Ukraine ! » « Alors, tu fais une croix sur la possibilité de décrocher l'Ukraine de la Russie », conclus-je. C'est très exactement la situation dans laquelle nous sommes. L'économie ukrainienne est en train de s'effondrer. Au-delà de la question de la facture gazière il y a le fait que l'Ukraine n'aura pas de charbon pour faire tourner ses centrales thermiques, pour produire son électricité. L'Ukraine va donc être confrontée à des problèmes économiques et sociaux tout à fait dramatiques, ce qui, selon moi, va entraîner un changement assez rapide dans l'attitude et des États-Unis et de l'Union Européenne. L'Union Européenne a déjà commencé à baisser le ton :

²⁷ Pravy Sektor – ou Secteur Droit – est un des mouvements ultranationalistes paramilitaires les plus violents, dirigé par Dmytro Yarosh, qui a joué un grand rôle à Maïdan.

²⁸ Union dynastique entre le Royaume de Pologne et le Grand-Duché de Lituanie dont le commencement fut l'Union de Krewo (1385), accord politique et dynastique entre la reine de Pologne, Hedwige d'Anjou et le Grand-duc de Lituanie, Jogaila Algirdaitis.

« Si vous pouviez vous entendre avec les Russes, au moins *a minima* pour reprendre un certain type de commerce... ». On a oublié dans cette histoire-là que l'Ukraine, qui achetait beaucoup à la Russie, vendait aussi à la Russie. Or, tant que durera la situation de quasi-guerre, les importations ukrainiennes seront bloquées alors que l'Ukraine a besoin de vendre aux Russes. C'est une situation de déséquilibre extrêmement profond. Je pense que cette situation va amener les États-Unis et l'Union Européenne à changer de position, sans le dire ouvertement, dès la fin de cet automne ou au début de cet hiver. À mes amis de *Novorossia* qui me disent que les accords de Minsk sont une catastrophe, qui estiment avoir été « vendus » par Poutine etc., j'explique qu'avec le protocole de Minsk la Russie joue gagnante à six mois parce que dans six mois l'Ukraine n'aura pas d'autre solution que de demander une renégociation dans les conditions les plus favorables pour la Russie et pour les gens de *Novorossia*.

HELENE CARRERE D'ENCAUSSE

Les relations entre la Pologne et la Russie sont un sujet très difficile, très délicat, qui comporte deux « étages » :

1. La réconciliation polono-russe a été effectivement de courte durée. Le voyage de Poutine à Katyn²⁹ avec Donald Tusk fut un moment extraordinaire. Mais il n'était pas sorti par miracle. Depuis 1986, la question s'imposait dans l'analyse soviétique, surtout chez Iakovlev, grand conseiller de Gorbatchev et homme tout à fait exceptionnel : Comment dire aux Polonais que nous regrettons ce qui s'est passé à Katyn ? Il fallait à tout prix lever l'affaire de Katyn qui avait joué un rôle terrible dans la relation extraordinairement difficile entre la Pologne et la Russie. Gorbatchev a pensé qu'il fallait d'abord reconnaître les faits et transférer progressivement aux Polonais les documents qui leur permettraient de savoir exactement ce qui s'était passé. Tout a été soigneusement préparé et les documents transférés sont très impressionnants tant ils révèlent l'ampleur de la tragédie. J'entends dire qu'au fond les Russes ne

²⁹ Le 7 avril 2010, Le Premier ministre russe, Vladimir Poutine, a rendu personnellement hommage aux victimes du massacre de Katyn (exécution de 22 000 militaires polonais par le NKVD, police secrète soviétique, en 1940) en présence du chef de gouvernement polonais et des familles de ces anciens militaires. À Varsovie, on a parlé d'« événement historique ».

reconnaissent rien, ce n'est pas vrai du tout ! L'aboutissement du travail extraordinairement compliqué réalisé par les Russes a été ce voyage à Katyn. Nous n'avons pas assez apprécié, nous n'avons pas compris l'ampleur de cette réconciliation que personne n'a soutenue sur la scène internationale (ce qui aurait pu aider). En avril 2010, l'opinion polonaise était un peu hésitante. Mais on sentait bien que tous, y compris Poutine, s'étaient engagés assez loin. Survint ce terrible accident d'avion dans lequel les Russes n'avaient aucune responsabilité (l'erreur résidait dans le fait que toute l'élite polonaise avait emprunté le même vol, ce qui ne doit pas se faire). Pourtant, cela a immédiatement réveillé une suspicion à l'égard des Russes qui n'auraient pas bien mené l'affaire. Là encore, l'opinion internationale n'a pas aidé. Les titres des journaux suggéraient que les Russes avaient peut-être quelque chose à voir dans cette triste affaire. Pour son malheur la Russie est entourée de sentiments qui ne sont pas très amicaux.

Jean-Pierre Chevènement a fort utilement cité Custine, dont l'ouvrage (« *La Russie en 1839* »), une « bible », fut peut-être à l'époque le premier *best-seller*. C'est admirablement écrit, il faut le lire pour le bonheur de la littérature. Mais Custine a traversé la Russie dans une voiture aux rideaux tirés, tant il était effrayé, ce qui n'est pas la meilleure méthode pour rapporter l'état d'un pays. À mon avis, le livre de Custine est admirable littérairement mais absolument nul comme témoignage. Nul et redoutable.

Cette réconciliation était donc fragile parce que l'opinion n'y était qu'à moitié préparée et que l'opinion internationale n'y était pas favorable. Certaines analyses extérieures ont alimenté le sentiment que cette affaire était bizarre, pour ne pas dire suspecte.

2. Le fond du sujet, l'étage important, est la perception qu'ont l'une de l'autre la Russie et la Pologne.

La perception de la Pologne par les Russes est très intéressante et remonte très loin dans l'Histoire.

Si une partie de l'Ukraine s'est jetée en 1654 dans les bras des Russes³⁰, c'est parce que les Ukrainiens ne supportaient plus la domination du royaume

³⁰ Le 27 mars 1654, le tsar Alexis Mikhaïlovitch signait le traité de Pereïaslav avec Bogdan Khmel'nitsky, chef des Cosaques d'Ukraine, et toute la rive gauche du Dniepr passait sous le protectorat de la Russie.

polono-lituanien, une des grandes puissances régionales dont la Russie a beaucoup souffert.

De plus il y a dans l'opinion russe le sentiment que les Polonais leur imputent tous leurs malheurs... Or leur malheur c'est la suppression de la Pologne qui a duré du 18^e siècle à 1918. Mais, contrairement à la vision polonaise, la Russie n'était pas seule dans cette affaire, ils s'y étaient mis à trois : la Russie, la Prusse et l'Autriche. À un certain moment, Catherine II s'était offert un roi de Pologne³¹ et elle crut qu'on pourrait sauver la Pologne grâce au roi Stanislas Poniatowski.

De même, le Pacte germano-soviétique est reproché aux seuls Russes. Mais Staline n'était pas tout seul, il avait un partenaire ! Étrangement, les relations polono-allemandes souffrent moins du souvenir du Pacte que les relations polono-russes.

La Russie a donc le sentiment d'une très ancienne hostilité que la Pologne concentre sur elle. Certes, le destin de la Pologne, qui fut une grande puissance qui dominait les pays voisins, fut tragiquement interrompu. Mais, pour les Polonais, la Russie est l'éternel et seul coupable, les autres États pouvant bénéficier d'une certaine mansuétude. Incontestablement cela contribue à nourrir en Russie le sentiment qu'il est bien difficile d'arranger les choses avec les Polonais.

J'étais en Russie au moment du voyage de Poutine à Katyn. Dans l'élite qu'en général nous pratiquons les gens étaient passionnés mais sceptiques, sans illusion, convaincus qu'il faudrait beaucoup de temps avant que les Polonais comprennent la portée du geste russe.

Le terme de « nouvelle Europe » n'est pas très bon mais il y a incontestablement une nouvelle Europe, même si elle est un peu hétérogène. Elle est dominée par la Pologne et la Lituanie. Au moment de l'affaire de Crimée en mars dernier, l'ambassadeur de Lituanie à Paris vaticinait : « Maintenant c'est notre tour d'être envahis ». Comme je lui faisais observer que la Lituanie est dans l'OTAN et qu'une invasion était hautement improbable en raison de la gravité des conséquences qu'elle entraînerait, « Oui, vous avez

³¹ Stanislas II Auguste Poniatowski (1732-1798, roi de Pologne de 1764 à 1795) fut nommé grand écuyer de Lituanie en 1754. En 1755, nommé secrétaire de l'ambassade d'Angleterre, il se rendit à Saint-Petersbourg où il eut une liaison avec la grande-duchesse Catherine. Celle-ci, devenue impératrice en 1762, se déclara en sa faveur pour la succession du trône de Pologne.

raison... », me répondit-elle, pour ajouter tout aussitôt : « Ça ne les empêchera pas de nous envahir... ».

Que voulez-vous faire face à cela ?

ALAIN DEJAMMET

J'ajouterai une petite note un peu moins inquiétante à propos des relations polono-ukrainiennes. On peut en effet se réjouir du fait que le Pape n'est pas polonais – Dieu merci – et que l'Église catholique actuelle ne fait rien pour ranimer un thème qui, il y a quelques années, aurait pu être facile à exploiter : l'opposition entre les uniates³², les catholiques et les orthodoxes. Dans cette affaire, jusqu'à présent, la religion n'a pas été évoquée. C'est le seul aspect un peu positif de cette redoutable situation.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Nous resterons sur ce bon mot.

Je crois que les forces de la paix existent et même qu'elles peuvent l'emporter si la conscience progresse. Aujourd'hui la conscience n'est pas vraiment au rendez-vous et ceux qui veulent que la situation tourne mal tiennent les commandes.

Notre pays peut jouer un rôle important. Les forces favorables à une issue pacifique doivent pouvoir l'emporter, y compris aux États-Unis (Jacques Sapir a raison de dire qu'aux États-Unis il existe des stratégies alternatives). J'espère que nous y aurons, si faiblement que ce soit, quelque peu contribué.

³² La signature du traité de Pereïaslav (27 mars 1654) entre le tsar Alexis Mikhaïlovitch et Bogdan Khmel'nitsky, chef des Cosaques d'Ukraine, mit fin à la tolérance religieuse du Grand-Duché de Lituanie (les Lituaniens eux-mêmes ne s'étaient convertis au catholicisme qu'en 1389). Les élites se sont rapidement converties au catholicisme tandis que l'Union de Brest (allégeance à Rome d'une partie de l'Église orthodoxe des provinces ruthènes de la République Polono-Lituanienne) a été proclamée en 1596. Nombre d'évêchés de la Rous' occidentale se sont convertis tout en conservant le rite orthodoxe. C'est ainsi qu'est née l'Église dite "uniate" (gréco-catholique). Cette réforme du culte était concomitante à la formation de la nation ukrainienne.

Merci à vous tous d'être venus si nombreux et merci surtout à nos intervenants qui nous ont beaucoup éclairés

.

PUBLICATIONS RECENTES

UNE POLITIQUE DU TRAVAIL

Colloque du 9 janvier 2012

LA RÉFORME DES BANQUES

Colloque du lundi 23 janvier 2012

APPROCHES THÉORIQUE ET PRATIQUE D'UNE MONNAIE COMMUNE

Table ronde du lundi 13 février 2012

L'EURO MONNAIE UNIQUE PEUT-IL SURVIVRE ?

Colloque du lundi 24 septembre 2012

L'ESPRIT DU REDRESSEMENT PRODUCTIF

Table ronde du lundi 26 novembre 2012 autour d'Arnaud Montebourg

LES ÉTATS ÉMERGENTS : VERS UN BASCULEMENT DU MONDE ?

Colloque du lundi 10 décembre 2012

OCCIDENT ET MONDIALISATION

Colloque du lundi 21 janvier 2013

LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE

Colloque du lundi 11 février 2013

NOUVEAU PACTE SOCIAL : MODE D'EMPLOI

Colloque du mardi 21 mai 2013

LA FRANCE ET L'EUROPE DANS LE NOUVEAU CONTEXTE ÉNERGETIQUE MONDIAL

Colloque du lundi 17 juin 2013

LE PROJET DE MARCHÉ TRANSATLANTIQUE

Colloque du lundi 16 septembre 2013

L'EXCEPTION CULTURELLE

Colloque du lundi 14 octobre 2013

REFAIRE L'EUROPE ? APERÇU RETROSPECTIF ET ESQUISSE D'UNE POLITIQUE

Colloque du lundi 2 décembre 2013

L'EUROPE SORTIE DE L'HISTOIRE ? RÉPONSES

Table ronde du lundi 20 janvier 2014

LE MAGHREB ET SON NORD

Colloque du lundi 17 février 2014

GUERRES DE RELIGIONS DANS LE MONDE MUSULMAN ?

Colloque du lundi 31 mars 2014

LA GUERRE DES MONNAIES ?

Colloque du lundi 28 avril 2014

**ÉTATS-UNIS - CHINE, QUELLES RELATIONS ?
ET LA RUSSIE DANS TOUT CELA ?**

Colloque du lundi 2 juin 2014

LA RÉFORME BANCAIRE : POMME DE DISCORDE ?

Colloque du lundi 23 juin 2014

LA RUSSIE EN EUROPE

Colloque du mardi 23 septembre 2014

RÉPUBLIQUE ET NUMÉRIQUE

Colloque du lundi 28 octobre 2014

NOTES ET ETUDES :

Parues récemment :

- **Kevin Limonier**, allocataire de recherche et moniteur d'enseignement supérieur, Institut Français de Géopolitique (Université Paris 8) et **David Amsellem**, doctorant-allocataire de recherche au Centre de Recherche et d'Analyse Géopolitique (CRAG), Université Paris VIII : étude cartographique réalisée pour la Fondation Res Publica : « **Le Royaume-Uni et l'Europe ?** »
- **Dominique Garabiol**, Professeur associé à Paris-8, membre du Conseil scientifique de la fondation Res Publica : « **Pour les marchés, le risque sur la dette française reste sept fois plus important qu'avant la crise** » (tribune parue dans La Tribune le 8 octobre 2014)
- **Dominique Garabiol**, Professeur associé à Paris-8, membre du Conseil scientifique de la fondation Res Publica : « **La monnaie unique est déjà morte. Vive la monnaie commune !** » (entretien paru dans Marianne le 22 août 2014)
- **Jean-Michel Naulot**, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de « Crise financière - Pourquoi les gouvernements ne font rien », Le Seuil, 2013 : « **Crise de l'euro : regarder les réalités en face** »
- **Daniel Bloch**, ancien Président d'université, ancien Recteur, ancien Directeur des enseignements supérieurs : « **Le français, les mathématique ou les sciences : que faut-il privilégier ?** »
- **Jacques Sapir, Philippe Murer**, économistes, avec la contribution de **Cédric Durand** : « **Les scenarii de dissolution de l'Euro** » (étude commandée par la Fondation Res Publica, parue le 02 septembre 2013)
- **Jean-Michel Quatrepoint**, journaliste économique, et **Jean-Luc Gréau**, économiste, membres du conseil scientifique de la Fondation Res Publica : « **Pour sortir de la déflation, repenser la zone euro** »

NOTES DE LECTURE :

Parues récemment :

- **Chine, Occident, deux visions de la mondialisation**, note de lecture du livre de Régis Debray, essayiste, philosophe et médiologue, et de Zhao Tingyang, figure intellectuelle chinoise et professeur de philosophie à Harvard « *Du ciel à la terre. La Chine et l'Occident* » (Les Arènes ; 2014), par Paul Zurkinden.
- **La France dans le nouveau « Kriegspiel » mondial**, note de lecture du livre de Jean-Michel Quatrepoint, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, journaliste économique, « Le Choc des Empires » (le débat Gallimard ; mars 2014), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Décryptage de la crise financière internationale**, note de lecture du livre de Jean-Michel Naulot, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, membre du collège de l'Autorité des Marchés financiers de 2003 à 2013, « *Crise financière. Pourquoi les gouvernements ne font rien* » (Seuil ; 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Le modèle allemand au-delà des mythes**, note de lecture de « *Made in Germany – Le modèle allemand au-delà des mythes* » (Seuil, janvier 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Stratégie électorale: It's the people, stupid!**, note de lecture de « *Porte à porte, reconquérir la démocratie sur le terrain* » de **Guillaume Liegey, Arthur Muller et Vincent Pons** (Calmann-Lévy, avril 2013), par Julien Landfried, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, parue sur le Huffington Post, le 23 mai 2013.
- « **Vers "l'économie des besoins" »**, note de lecture de « *L'Economie des besoins – Une nouvelle approche du service public* », de **Jacques Fournier** (Odile Jacob, février 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

 01.45.50.39.50

info@fondation-res-publica.org

Achévé
d'imprimer
en janvier 2015